

Objectifs de développement durable  
L'Algérie, résolument engagée

PAGE 5



L'ÉCHO DES  
RÉSEAUX SOCIAUX

Glace en or

PAGE 15



QUOTIDIEN  
**CRÉSUS**

www.cresus.dz

In medio stat virtus

# SAHEL, TERRORISME, RENSEIGNEMENT Alger et Washington face aux mêmes défis

PAGE 3



L'Algérie et les États-Unis réaffirment leur volonté de consolider leur coopération militaire à travers une nouvelle étape de dialogue stratégique en misant sur un partenariat technique axé sur le renseignement et la stabilité régionale.

- Le Président Tebboune reçoit la délégation américaine
- Ahmed Attaf reçoit Christopher Landau : Dynamisation des dossiers stratégiques

Retrait des dossiers de  
candidature aux législatives

## L'Anie dresse le bilan

PAGE 4



Polémique autour  
des tarifs du Mondial

## Les matchs des Verts concernés

PAGE 13

Croissance, investissements,  
innovation

## Les signaux au vert pour l'économie nationale

PAGE 6



Après la sortie de Macron  
qualifiant ses adversaires de «mabouls»

## Tirs groupés de la droite

PAGE 2

## Candidature de Fateh Boutbig au PAP Le Makhzen toujours à la manœuvre

PAGE 2

APRÈS LA SORTIE DE MACRON QUALIFIANT SES ADVERSAIRES DE «MABOULS»

# Tirs groupés de la droite

*Des propos virulents ont été prononcés contre Macron.*

**N**ouvelle passe d'armes entre Macron, Retailleau et les autres figures de la droite française à propos de l'Algérie. Les relations entre Paris et Alger demeurent un sujet particulièrement sensible dans le débat public français, sur fond de désaccords migratoires, mémoriels et consulaires, régulièrement exploités par l'opposition. La petite phrase assassine du président français Macron à l'égard de ceux qui souhaitent une rupture totale avec l'Algérie n'a pas laissé indifférents ses adversaires politiques, qui ont vite réagi au lendemain de sa déclaration. Elle a même provoqué un certain remous au sein des grandes figures de cette mouvance politique, donnant lieu à des tirs groupés. Trois grandes figures de la droite française ont immédiatement réagi à cette sortie médiatique de Macron, même si ce dernier a tenu à préciser qu'il ne visait personne. Mais ses propos ont visiblement touché leurs cibles, provoquant une onde de choc. Des propos virulents ont été prononcés contre Macron. Avec l'intervention de Marine Le Pen, la polémique prend une nouvelle dimension politique, l'ensemble des droites accusant désormais Macron de disqualifier par l'invective les partisans d'un durcissement diplomatique envers l'Algérie.

## APPEL À UN RAPPORT DE FORCE AVEC ALGER

Le premier à réagir, bien que son nom n'ait pas été explicitement évoqué, est Manuel Valls, partisan d'un bras de fer avec Alger. Invité hier de BFMTV-RMC,



l'ex-Premier ministre socialiste et ancien ministre sous Emmanuel Macron s'est exprimé sur les relations franco-algériennes au lendemain de la critique du président Macron à l'égard des «mabouls» qui disent qu'il faut se fâcher avec l'Algérie. «Plutôt que d'invectiver, plutôt que d'insulter, plutôt que d'avoir un langage léger, il faut de la gravité et rétablir un rapport de force avec le pouvoir algérien», a défendu Valls. Il s'est montré sévère envers Macron sur ce dossier. «Les invectives ne remplacent pas les lignes politiques. Le Président a beaucoup trop donné aux Algériens, il n'a reçu que des insultes», a-t-il déclaré. Se sentant particulièrement visé par les «mabouls» de Macron, Retailleau dénonce un «faux prétexte». Dans un communi-

qué, Retailleau a contesté l'argumentaire présidentiel, estimant que l'exemple des médecins étrangers relevait d'un «faux prétexte» visant à «dissimuler les vrais problèmes». Il a recentré le débat sur la question des Obligations de quitter le territoire français (OQTF), affirmant que «le problème, ce ne sont pas les médecins algériens, mais les centaines d'OQTF dangereux qui n'ont plus rien à faire en France et que le régime d'Alger refuse de reprendre».

## «FAUX PRÉTEXTE»

La réponse de Bruno Retailleau s'est articulée autour de plusieurs points. Il a accusé le président français d'utiliser la question des médecins algériens pour «dissimuler les vrais problèmes» dans les

relations avec Alger. Il a ajouté que «le problème, ce ne sont pas les médecins algériens, mais les centaines d'OQTF (Obligations de quitter le territoire français) dangereux qui n'ont plus rien à faire en France». Le président du parti Les Républicains a réaffirmé la nécessité d'instaurer un rapport de force avec l'Algérie, prônant notamment la dénonciation des accords de 1968, critiquant ce qu'il perçoit comme une soumission de l'Exécutif actuel. Retailleau a estimé que la sortie du chef de l'État «était une manœuvre politique pour ignorer les enjeux sécuritaires et migratoires réels», qualifiant les positions de Macron sur l'Algérie de «faiblesse».

## UNE «TRUMPISATION» DE LA POLITIQUE PRÉSIDENTIELLE

Enfin, Marine Le Pen a estimé que la sortie de Macron «est un signe de la trumpisation du chef de l'État», fustigeant «l'indignation indigne» du président français sur le sujet des médecins étrangers. Marine Le Pen a d'abord relevé la forme : «Il semblerait qu'il prenne modèle sur le président des États-Unis qui a un langage extrêmement cru», a déclaré la cheffe des députés du Rassemblement national à l'issue de la traditionnelle réunion hebdomadaire des présidents de groupes à l'Assemblée. «Pour le fond, je trouve cette indignation indigne», a-t-elle ajouté, jugeant «tout à fait naturel de faire passer aux médecins étrangers un examen, au même titre d'ailleurs que les médecins français», afin de garantir à chacun «les soins de la meilleure qualité possible».

H. Adryen

## CANDIDATURE DE FATEH BOUTBIG AU PAP

# Le Makhzen toujours à la manœuvre

La presse marocaine s'est récemment faite l'écho d'une attaque en règle contre la candidature de Fateh Boutbig à la présidence du Parlement panafricain, un poste essentiel pour l'avenir de l'intégration du continent. Pourtant, derrière cette critique se cache une manœuvre géopolitique d'un Makhzen dont les visées ne sont ni plus ni moins que de détourner le débat de l'essentiel : la question du Sahara occidental et l'intégrité territoriale de l'Algérie.

Depuis plusieurs décennies, le Maroc, par le biais de son régime du Makhzen, a cherché à imposer sa vision sur le Sahara occidental en tentant de faire taire toute voix dissidente sur cette question cruciale. Mais l'argument qu'ils tentent de promouvoir à travers leurs soutiens dans la presse, à savoir que la position de l'Algérie est un obstacle à l'unité africaine, relève d'une manipulation flagrante de la réalité.

## LE VÉRITABLE OBSTACLE À L'UNITÉ

Au contraire, la position de l'Algérie sur le Sahara occidental repose sur des principes solides de souveraineté et de respect des droits des peuples à l'autodétermination, des valeurs qui devraient être au cœur de l'idéologie panafricaine. Le Makhzen, par la bouche de certains de ses relais médiatiques, a tenté de dissimuler ses véritables intentions. En accusant l'Algérie d'alimenter la division en Afrique, la presse marocaine cherche à masquer l'ironie d'une telle accusation, venant de celui qui, par la gestion de la question du Sahara occidental, a mis en place un processus d'occupation et de



répression dans une région dont le statut reste non résolu. Le Maroc ne fait rien d'autre que d'imposer une situation unilatérale, rejetant le principe de l'autodétermination du peuple sahraoui tel qu'il est énoncé par les Nations unies, et cela avec l'aide de l'influence et de la pression qu'il exerce sur certains alliés.

## UN MODÈLE DE DÉFENSE DE LA SOUVERAINÉTÉ AFRICAINE

Il est essentiel de rappeler que l'Algérie ne défend pas une position de division, mais un principe fondamental de droit international : la souveraineté des peuples. Ce n'est ni plus ni moins que le respect du droit à l'autodétermination, tel qu'il est inscrit dans la Charte des Nations unies et soutenu par l'Union africaine. L'Algérie n'est pas un acteur de la division en Afrique, mais un défenseur des principes de paix et de stabilité contre toute forme d'ingérence et de

manipulation.

Le Maroc, en revanche, semble plus intéressé par l'extension de son pouvoir sur le Sahara occidental que par la paix et la coopération authentique au sein du continent. Il faut se rappeler que ce même Makhzen, tout en revendiquant une politique d'unité arabe et africaine, ne cesse de miner cette unité par sa politique expansionniste et son refus de reconnaître la légitimité du peuple sahraoui. À travers des pressions diplomatiques et médiatiques, il cherche à rendre l'Algérie responsable de la «division» du continent alors que c'est bien le Maroc qui continue de nourrir un conflit en refusant de permettre à un peuple de se prononcer librement sur son avenir.

## LE VRAI DÉFI POUR L'AFRIQUE

L'Algérie, de son côté, en défendant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, agit en véritable porte-voix de la légalité internationale et de la justice. Le soutien à la cause sahraouie est une composante fondamentale de la politique extérieure de l'Algérie, mais il ne s'agit pas d'une politique de division, mais d'un engagement pour une Afrique plus juste, plus solidaire et plus cohérente. La diplomatie algérienne œuvre sans relâche pour une solution politique, pacifique et consensuelle du conflit du

Sahara occidental, dans le cadre des résolutions des Nations unies, et non dans l'intérêt d'une stratégie de fragmentation.

La tentative du Makhzen de transformer la question de la candidature de Fateh Boutbig en un faux débat sur l'unité africaine n'est rien de plus qu'un stratagème pour détourner l'attention des véritables enjeux géopolitiques. Le vrai défi pour l'unité africaine réside dans la volonté de certains acteurs de contourner le droit international pour imposer des faits accomplis, au détriment des principes fondamentaux sur lesquels l'Union africaine s'est fondée.

Il est donc crucial que les pays africains restent fermes et unis face aux tentatives d'ingérence du Makhzen, et qu'ils soutiennent les efforts de l'Algérie pour la décolonisation du Sahara occidental. Le Parlement panafricain, comme toutes les institutions africaines, doit être un espace où l'intégrité, la solidarité et le respect des droits fondamentaux sont au cœur de chaque décision. Toute autre approche, qui vise à manipuler ces principes à des fins géopolitiques, serait une menace pour la stabilité et l'unité de l'Afrique.

En définitive, il est temps de rappeler que l'Algérie, en défendant la cause sahraouie, incarne véritablement les idéaux panafricains : la justice, la souveraineté et la paix. Ce n'est pas en soutenant des logiques d'occupation et d'impérialisme que l'Afrique trouvera l'unité, mais bien en défendant les droits de tous ses peuples à disposer d'eux-mêmes.

Assia M.

## SAHEL, TERRORISME, RENSEIGNEMENT

## Alger et Washington face aux mêmes défis

*L'Algérie et les États-Unis réaffirment leur volonté de consolider leur coopération militaire à travers une nouvelle étape de dialogue stratégique en misant sur un partenariat technique axé sur le renseignement et la stabilité régionale.*

Le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a qualifié, lors de l'audience qu'il a accordée au général d'armée Dagvin Anderson, commandant du Commandement militaire américain pour l'Afrique (US Africom), cette visite en Algérie de nouveau maillon dans le renforcement du processus de coopération bilatérale.

Après avoir souhaité la bienvenue au commandant de l'Africom pour sa première visite en Algérie depuis sa nomination, le ministre délégué auprès du ministère de la Défense nationale a affirmé que celle-ci «s'inscrit, sans nul doute, comme un nouveau maillon dans le renforcement du processus de coopération bilatérale, particulièrement après la signature, en janvier 2025, du mémorandum d'entente dans le domaine de la coopération militaire».

#### VOLONTÉ DE RENFORCER LE DIALOGUE STRATÉGIQUE

Poursuivant, Saïd Chanegriha a mis en avant la volonté des deux pays d'œuvrer à «l'approfondissement de notre dialogue stratégique», afin de «promouvoir notre coopération militaire à travers, notamment, la concrétisation de ce mémorandum d'entente dans toutes ses dimensions et objectifs, de manière à asseoir les bases d'une coopération forte et durable, fondée sur le respect mutuel et au service des intérêts des deux pays».

Dans le même contexte, le chef d'état-major de l'ANP a mis en avant le rôle de l'Algérie à l'échelle continentale, en soulignant que «l'Algérie, agissant sur mandat de l'Union africaine, œuvre au renforcement des mécanismes de l'initiative panafricaine commune, visant à fédérer les efforts pour l'éradication du phénomène du terrorisme



et de l'extrémisme violent, dans tous ses aspects». Pour étayer ses propos, Saïd Chanegriha a rappelé qu'«à la faveur de ce rôle actif et dynamique, l'Algérie a pu lancer de nombreuses initiatives au niveau du continent, en adoptant une approche sécuritaire multidimensionnelle de lutte contre le terrorisme, qui repose principalement sur l'activation d'un fonds financier africain dédié à cet objectif, l'établissement d'une liste africaine des personnes et des entités impliquées dans des activités criminelles, et l'élaboration d'un mandat d'arrêt africain».

Par ailleurs, le chef d'état-major de l'ANP a également fait mention des «rapports annuels présentés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en sa qualité de coordinateur de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent», lesquels reflètent l'engagement de l'Algérie à soutenir les efforts continentaux dans ce domaine.

#### UNE COOPÉRATION ENCADRÉE

De son côté, le général d'armée Dagvin Anderson a exprimé sa satisfaction de visiter l'Algérie et son souhait constant de renforcer les relations de coopération militaire. Il s'est également félicité du niveau de coordination multidimensionnelle entre les deux parties et de la contribution de l'ANP à l'instauration de la sécurité et de la paix dans la région.

Notons que cette rencontre s'inscrit dans un contexte régional et international assez stratégique pour plusieurs raisons. En effet, l'Algérie occupe une position clé en Afrique du Nord et dans la région sahélo-saharienne. Un pays frontalier de zones où des groupes armés et des réseaux terroristes ont été actifs (Mali, Niger, Libye). Une situation que l'Africom suit justement de près pour des raisons de lutte contre le terrorisme et de stabilité régionale.

De ce fait, l'Algérie, en raison de son rôle

actif et dynamique, est considérée comme un acteur central dans les questions de sécurité régionale. Cependant, la coopération sécuritaire algéro-américaine reste mesurée et encadrée. De ce fait, cette visite de haut niveau est beaucoup plus axée sur une coordination technique et sécuritaire. En effet, avec le retrait ou la réduction de certaines présences occidentales dans la région (notamment après les changements politiques au Mali, au Niger et au Burkina Faso), les États-Unis cherchent à maintenir des canaux de coopération avec des pays stables et influents comme l'Algérie.

#### LE SÉCURITAIRE ET LE RENSEIGNEMENT

A cet égard, la coopération entre l'ANP et l'Africom ne se traduit pas par une présence militaire américaine en Algérie ni par des opérations conjointes sur le terrain, mais agit plutôt sur des volets «discrets» mais utiles sur le plan sécuritaire, notamment l'échange de renseignements, le suivi des trafics transfrontaliers (armes, drogue) et l'analyse des mouvements de narcotrafiquants et des groupes terroristes.

L'objectif est la compréhension conjointe des menaces, outre des échanges d'expertise en cybersécurité ou surveillance, et des ateliers sur la lutte contre le terrorisme. Cette coopération devrait, également, permettre un échange d'expérience sur la surveillance en Méditerranée, la lutte contre les trafics en mer et la sécurisation des routes commerciales.

En définitive, cette coopération sert surtout à mieux échanger de l'information, coordonner les analyses de sécurité et renforcer les capacités techniques, surtout dans un contexte sahélo-saharien instable.

Smail ROUHA

## AHMED ATTAF REÇOIT CHRISTOPHER LANDAU

## Dynamisation des dossiers stratégiques



Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier, au siège du ministère, le secrétaire d'État adjoint des États-Unis d'Amérique, Christopher Landau, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des consultations politiques entre Alger et Washington, à un moment où les deux pays affichent une volonté commune de relancer et d'approfondir leur coopération dans plusieurs secteurs stratégiques. La rencontre a débuté par un entretien tête à tête entre Ahmed Attaf et Christopher

Landau, permettant aux deux responsables d'aborder les grandes lignes des relations bilatérales dans un cadre direct et confidentiel. Elle a ensuite été élargie aux membres des deux délégations afin d'examiner de manière plus détaillée les différents volets de la coopération algéro-américaine.

Selon le communiqué, les discussions ont permis de «passer en revue la dynamique notable que connaissent les relations algéro-américaines dans leurs différents volets», ainsi que d'«examiner les moyens de les dynamiser davantage, à travers le renforcement du dialogue stratégique et la consolidation du partenariat dans des domaines prioritaires».

#### DES SECTEURS DE COOPÉRATION JUGÉS PRIORITAIRES

Les deux parties ont mis l'accent sur plusieurs secteurs considérés comme prioritaires pour le développement des relations bilatérales, notamment l'énergie, secteur historique de coopération entre les deux pays, l'investissement et le commerce, avec un intérêt croissant pour les opportunités économiques en Algérie, l'innovation et les technologies, l'agriculture et la sécurité alimentaire et le trans-

port aérien, ainsi que l'enseignement supérieur et les échanges académiques. Cette diversification des domaines de coopération traduit une volonté commune de dépasser les cadres traditionnels des relations bilatérales et de les inscrire dans une dynamique plus large et plus structurée.

#### LES ENJEUX RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Au-delà des aspects bilatéraux, les entretiens ont également porté sur un ensemble de questions régionales et internationales d'intérêt commun. C'est ainsi que les deux parties ont notamment évoqué la situation sécuritaire dans la région sahélo-saharienne, marquée par des défis persistants liés au terrorisme et à l'instabilité, ainsi que l'évolution du processus politique concernant la question du Sahara occidental, un dossier central dans les relations entre Alger et Washington. A cet égard, l'ambassade des États-Unis en Algérie a souligné, dans un communiqué, que la rencontre a porté sur «les moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les États-Unis et l'Algérie, y compris les opportunités commerciales, ainsi que sur les efforts conjoints visant à soutenir la stabilité régionale, à renforcer la sécurité et à promouvoir la prospérité économique». Cette formulation met en avant la volonté américaine de s'appuyer sur des partenariats régionaux pour consolider la stabilité en Afrique du Nord et au Sahel, tout en renforçant les liens économiques avec l'Algérie.

S. R.

#### Le Président Tebboune reçoit la délégation américaine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le sous-secrétaire d'État américain, Christopher Landau, ainsi que le commandant du Commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique («Africom»), le général Dagvin Anderson, et la délégation qui les accompagnait.

Ont assisté à la rencontre le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Boualem Boualem, directeur de cabinet de la Présidence de la République, Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ammar Abba, conseiller auprès du Président de la République chargé des affaires diplomatiques, ainsi que Sabri Boukadoum, ambassadeur d'Algérie à Washington.

## RETRAIT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE AUX LÉGISLATIVES

# L'Anie dresse le bilan

**L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a dressé, hier, un premier bilan de l'opération de retrait des dossiers de candidatures aux législatives du 2 juillet prochain, alors que les partis politiques continuent de relever des obstacles administratifs quant aux parrainages de leurs candidats.**

L'Anie a, en effet, dans un communiqué rendu public lundi soir, donné les premiers chiffres provisoires des différentes catégories de listes. Concernant le retrait des dossiers de déclaration collective de candidature pour les circonscriptions électorales à l'intérieur du pays, l'Anie a précisé que le nombre total a atteint «1 223 dossiers à travers 69 wilayas, dont 1 041 pour des listes parrainées par 35 partis politiques, un dossier pour une liste parrainée par plus d'un parti politique (coalition) et 181 dossiers pour des listes indépendantes». S'agissant du nombre total des formulaires de signature individuelle retirés, il a atteint 1.329.915, selon le même bilan. Pour ce qui est de la circonscription électorale à l'étranger, le total des dossiers de déclaration de candidature retirés s'est élevé à «14 dossiers parrainés par 11 partis politiques», tandis qu'«aucun dépôt de dossier de déclaration collective de candidature n'a été enregistré», selon le communiqué. Si ce bilan provisoire montre un certain engouement affiché pour l'échéance électorale du mois de juillet, notamment par les «indépendants», plusieurs formations politiques, notamment le PT et Jil Jadid, continuent de dénoncer des «blocages», relatifs au retrait des formulaires nécessaires à la collecte des signatures de parrainage et relèvent l'absence de



calendrier opérationnel clair. Certains partis envisageraient même de saisir l'Anie pour la prolongation des délais de dépôt des dossiers de candidature fixés à la mi-mai. Aux recours qui lui sont adressés en vue notamment d'intervenir directement au niveau des APC où les obstacles ont été relevés ou de clarifier les cas qui lui sont soumis, l'Anie a tenu, samedi dernier, à rassurer dans un communiqué

qu'elle «ne vise nullement à restreindre le droit de candidature garanti par la Constitution, mais tend plutôt à clarifier les modalités d'exercice de ce droit, dans le cadre du respect des principes constitutionnels et des

fondements du régime électoral, notamment la moralisation de la

vie politique, le respect de la déontologie des pratiques élec-

torales ainsi que les conditions d'éligibilité, reposant essentiellement sur deux critères fondamentaux, à savoir l'appartenance politique et l'exercice du mandat électoral représentatif». Elle a tenu, dans le même document, à rappeler le cadre législatif régissant les candidatures, en précisant les cas d'éligibilité ou pas. L'Anie a, par ailleurs, souligné qu'elle «demeure en contact permanent avec ses partenaires parmi les partis politiques et les listes indépendantes pour prendre en charge toute préoccupation ou demande de clarification à cet égard». En somme, en dépit de ces obstacles relevés par les partis politiques, la mobilisation sur le terrain reste visible. Les autorités en charge des élections sont appelées à redoubler d'efforts pour assurer un processus électoral transparent. **S. M.**

### SCRUTIN DU 2 JUILLET À L'ÉTRANGER

#### Khelfane réunit les chefs des postes diplomatiques et consulaires

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Karim Khelfane, a présidé une réunion de coordination par visioconférence avec les chefs des postes diplomatiques et consulaires à l'étranger et les coordinateurs de l'Anie auprès des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, a indiqué, hier, un communiqué de l'Anie. Khelfane a supervisé, lundi dernier, en compagnie des membres du conseil de l'Anie et de cadres du ministère des Affaires étrangères, cette réunion de coordination lors de laquelle ont été abordés «les aspects techniques et juridiques relatifs aux élections législatives du 2 juillet 2026, notamment la phase de retrait des formulaires et de dépôt des dossiers de candidatures et leur examen», précise le communiqué. Le nombre de dossiers de déclaration de candidature retirés concernant la circonscription électorale à l'étranger a atteint «14 dossiers, au total, parrainés par 11 partis politiques», tandis qu'«aucun dépôt de dossier de déclaration collective de candidature n'a été enregistré».

### COOPÉRATION ALGÉRO-RUSSE

## Un conseiller de Poutine reçu par Sayoud et Rezig

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a reçu, hier, à Alger le conseiller et représentant spécial du président russe pour la coopération internationale dans les transports, Igor Levitin, qui effectue une visite de travail en Algérie à la tête d'une délégation de haut niveau, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, Alexey Solomatine, et de cadres centraux du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état et les perspectives de la coopération bilatérale dans le domaine des transports, où l'accent a été mis sur l'importance du renforcement des relations de partenariat, notamment dans les domaines maritime, aérien et ferroviaire, afin de répondre à la dynamique économique que connaissent les deux pays. A cette occasion, Sayoud a

évoqué les potentialités considérables dont dispose l'Algérie en matière de transport maritime, mettant en avant les infrastructures portuaires qui font l'objet d'une activité accrue et d'un processus de modernisation globale, reflétant ainsi la mutation qualitative du secteur. Levitin est accompagné, lors de cette visite, du président du Conseil d'affaires algéro-russe, du conseiller au cabinet de la présidence de la Fédération de Russie et du directeur général adjoint d'un groupe russe spécialisé dans le transport et la logistique, ajoute la même source. Par ailleurs, Sayoud a mis en exergue l'expérience algérienne dans le domaine ferroviaire, citant plusieurs projets, à l'instar de la ligne Tindouf-Béchar-Oran et de la ligne minière Est, outre le projet de la ligne Alger-Tamanrasset, qui s'inscrit dans le cadre d'une vision globale visant à relier les différentes régions du pays et à pro-

mouvoir le développement économique, précise le communiqué. Concernant le transport aérien, les deux parties ont évoqué les opportunités de développement de la coopération et l'intensification de la coordination pour renforcer la connectivité aérienne et l'échange d'expertises dans ce domaine vital. La rencontre a également été l'occasion d'évoquer les voies de développement de la coopération dans le domaine de la logistique, à travers l'échange d'expériences, notamment en ce qui concerne la modernisation du secteur, la numérisation des opérations de traitement des marchandises et l'optimisation des chaînes d'approvisionnement.

#### RENFORCER LE PARTENARIAT BILATÉRAL

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a également reçu, hier, à Alger, le

conseiller du président russe chargé de la coopération internationale dans le domaine du transport, Igor Levitin, ainsi que la délégation l'accompagnant, et ce, dans le cadre de la visite de travail qu'effectue le responsable russe en Algérie, indique un communiqué du ministère. La rencontre a constitué, ajoute le communiqué, une opportunité pour passer en revue l'état et les perspectives des relations de coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la Russie, les deux parties ayant souligné l'importance de renforcer le partenariat bilatéral. Les deux parties ont également examiné les voies de développement de la coopération dans le domaine du transport et des services logistiques, notamment en ce qui concerne les opérations d'exportation, de manière à ouvrir de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques, précise-t-on de même source. **Synthèse R. N.**

# CRÉSUS

Quotidien national,  
édité par la SARL  
CELIGNE Éd. & Com.

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
SAMIR MEHALLA  
celigned@gmail.com  
cresusdz@gmail.com  
Tél. : 044 40 74 96

**DIRECTEUR DE REDACTION**  
SAID MEKLA

**REDACTRICE EN CHEF**  
ASSIA MEKHENNEF

**Rédaction/Administration**

MAISON DE LA PRESSE  
TAHAR DJAOUT  
1, RUE BACHIR ATTAR  
1<sup>er</sup> MAI - ALGER

**Marketing** : 0770 150719  
dp@cresus.dz  
**Site** : www.cresus.dz  
**R. C.** : 15B 0808682- 09/00

**Impression** : EPE/SPA SIMPRAL  
20 rue de la liberté Alger  
**Tirage** : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité  
s'adresser à : l'Entreprise  
Nationale de Communication,  
d'Édition et de publicité »

**Agence ANEP** 01, avenue  
pasteur- Alger

**Tél** : 020.05.20.91/020.05.10.42  
**Fax** : 020.05.11.48/020.05.13.45  
020.05.13.77

**E-mail**: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

# L'Algérie, résolument engagée

**Malgré les défis, l'Algérie a choisi de poursuivre et même d'approfondir ses engagements envers l'Agenda 2030.**

Le Conseil national économique, social et environnemental, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, a organisé, hier, à l'hôtel El Aurassi, à Alger, un atelier de consultation consacré au deuxième rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable. L'ouverture des travaux de cet atelier a été supervisée par le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, accompagné par le président du Conseil national économique, social et environnemental, le Pr Mohamed Boukhari. Cet atelier s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours en vue de l'élaboration du deuxième rapport national volontaire sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable, que l'Algérie prévoit de présenter lors du forum politique de haut niveau qui se tiendra en juillet prochain sous l'égide du Conseil économique et social des Nations unies. Dans son discours d'ouverture, le secrétaire d'Etat a souligné que l'organisation de cet atelier spécialisé s'inscrit dans le cadre d'une approche fondée sur la participation des différents acteurs de la société civile et du milieu



universitaire et visant à intégrer leurs réflexions dans le deuxième rapport national volontaire sur les objectifs de développement durable. Soulignant le rôle central joué par la société civile, Sofiane Chaïb a indiqué que son dynamisme sur le terrain et sa proximité des préoccupations des citoyens lui permettent de représenter les différentes catégories de la société et d'évaluer l'impact réel des politiques publiques, sans oublier sa contribution effective à la mise en œuvre des programmes de développement.

Il a, par ailleurs, salué le rôle du milieu universitaire et de la recherche pour les approches et

les analyses scientifiques qu'il apporte et qui contribuent à l'évaluation des politiques publiques et à la proposition d'alternatives et de solutions innovantes.

### UNE DÉMARCHÉ PARTICIPATIVE

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une démarche visant à associer les différents acteurs de la société civile à la formulation de leurs points de vue sur les progrès accomplis, les défis à relever et les priorités nationales afin d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Elle a pour objectif de placer les points de vue des

acteurs non gouvernementaux et du milieu universitaire au cœur du rapport. Ces consultations ont permis de relayer les préoccupations des participants, de mettre en évidence les priorités de développement au niveau local et d'intégrer les idées de la société civile, tout en présentant des analyses scientifiques et approfondies réalisées par les universités et les centres de recherche, ce qui confèrera au rapport une dimension scientifique et terrain complémentaire.

### DES PROGRÈS CONSIDÉRABLES

Le président du Cnese a souli-

gné que depuis l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015, l'Algérie s'est résolument engagée à intégrer les Objectifs de développement durable dans ses politiques nationales. Cet engagement s'est traduit par la mise en place de mécanismes institutionnels de coordination et de suivi, ainsi que par la mobilisation de différents secteurs.

Ce processus a abouti à l'inscription des principes du développement durable dans la Constitution de 2020. Mohamed Boukhari a souligné que les années entre 2019 et 2026 n'ont pas été des années ordinaires. Le monde a été témoin de la pandémie de la Covid-19, de profonds bouleversements géopolitiques et d'une pression croissante sur la voie du développement durable à l'échelle mondiale.

Cependant, malgré ces défis, l'Algérie a choisi de poursuivre et même d'approfondir ses engagements envers l'Agenda 2030. Pour le président du Cnese, l'élaboration de ce deuxième rapport volontaire n'est pas simplement une tâche technique, mais un processus véritablement participatif qui intègre les points de vue de tous les segments de la société, en particulier les représentants des membres de la société civile au sein de divers conseils consultatifs. Il a, enfin, exprimé l'espoir que les discussions autour de cet examen national volontaire de 2026 enrichiraient le processus de recommandations constructives et concrètes, l'élevant ainsi au plus haut niveau d'exigence.

S. Smati

## PROTECTION DES TRAVAILLEURS

# Saihi dresse le bilan

Portée par un bilan chiffré conséquent et une approche renouvelée intégrant les dimensions psychologiques et sociales, l'Algérie affiche sa volonté de faire de la santé au travail un axe structurant de son développement. Avec plus de 269 000 interventions de contrôle enregistrées, les autorités dressent un bilan particulièrement dense de l'action menée en matière de sécurité et de santé au travail.

Ce chiffre, selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, qui s'exprimait, hier, lors de la cérémonie de célébration de la 22<sup>e</sup> édition de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, tenue à Alger, qu'il a coprésidée avec le ministre de la Santé, Seddik Aït-Messaoudène, traduit «une volonté affirmée de faire de la prévention un pilier central du monde du travail», dans un contexte marqué par la montée des risques professionnels et l'évolution des conditions de travail. Le ministre a insisté sur le fait que cette présence accrue sur le terrain ne relève pas uniquement du contrôle, mais d'une logique globale d'accompagnement des entreprises. L'objectif affiché est d'installer durablement une culture de prévention et de responsabilité partagée entre employeurs et travailleurs. Il a précisé que le choix du thème de cette année, «Veillons à garantir un environnement de travail sain sur le plan psychologique et social», reflète «un changement

qualitatif dans l'approche des risques professionnels», en mettant en lumière «les dimensions psychologiques et sociales des pressions professionnelles et leur impact direct sur la santé, la performance et la stabilité du travailleur». Le ministre a insisté sur la nécessité de mieux prendre en charge les risques psychosociaux, notamment le stress, la pression hiérarchique et les déséquilibres organisationnels, qu'il considère, désormais, comme des enjeux majeurs de santé au travail.

### ACCIDENTS DE TRAVAIL : PLUS DE 5 000 ENQUÊTES MENÉES

Dans le détail, plus de 269 000 interventions de contrôle et près de 5 000 enquêtes sur les accidents de travail et les maladies professionnelles ont été menées. Abdelhak Saihi a expliqué que ces investigations permettent de «comprendre les défaillances, corriger les pratiques et renforcer les mécanismes de prévention», afin d'éviter la répétition des mêmes situations. A cela s'ajoutent plus de 135 000 recommandations techniques adressées aux entreprises. Pour le ministre, il s'agit d'un dispositif d'amélioration continue, basé sur l'accompagnement plutôt que la sanction systématique. Il a rappelé que «la sécurité au travail ne peut être efficace sans l'implication réelle de tous les acteurs économiques». Dans cette optique, les actions de formation et de



sensibilisation ont été renforcées. Plus de 24 000 travailleurs, cadres et stagiaires ont bénéficié de programmes spécifiques. Le ministre a souligné que «la formation reste un levier essentiel pour ancrer les bonnes pratiques et réduire les risques à la source». En parallèle, près de 87 000 examens médicaux préventifs ont été réalisés dans le cadre de la médecine du travail. Sur ce point, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik

Aït-Messaoudène, a rappelé, dans son intervention, que la médecine du travail constitue désormais «un pilier stratégique de la prévention sanitaire», notamment

pour la détection précoce des maladies professionnelles et chroniques. Il a également mis l'accent sur l'importance du suivi médical régulier des travailleurs exposés, affirmant que «la prévention médicale permet d'intervenir avant l'apparition des pathologies et de limiter leurs conséquences sociales et économiques». Sur le plan international, l'Algérie, a rappelé Saihi, a été sélectionnée parmi huit pays participant à la réunion d'experts à Genève consacrée à la sécurité et à la santé au travail face aux phénomènes météorologiques extrêmes. Cette participation est présentée par Saihi comme une reconnaissance du rôle et de l'expérience du pays dans le domaine de la prévention des risques professionnels. Enfin, le dispositif réglementaire a été renforcé avec la publication du décret exécutif n°26-143 du 30 mars 2026 relatif à la protection contre les risques liés au plomb. Ce texte vise à combler certaines lacunes juridiques et à renforcer les obligations des employeurs en matière de prévention et de protection des travailleurs. Au-delà des chiffres, les autorités affichent une orientation claire : inscrire durablement la santé et la sécurité au travail dans les priorités nationales, en combinant contrôle, formation, encadrement médical et évolution du cadre réglementaire, dans un contexte de transformation des risques professionnels.

K. Zemmouri

CROISSANCE, INVESTISSEMENTS, INNOVATION

# Les signaux au vert pour l'économie nationale

*Entre perspectives de croissance, maintien des investissements et montée en puissance de l'innovation, le tissu économique semble engagé dans une dynamique de transformation, malgré un environnement international encore incertain.*

L'économie algérienne semble entrer dans une phase de consolidation, portée par un regain de confiance des dirigeants et une amélioration progressive des indicateurs macroéconomiques.

C'est ce qui ressort de la 29<sup>e</sup> édition de la Global CEO Survey de PwC, dont la déclinaison algérienne a été présentée lors de la 2<sup>e</sup> CEO Survey organisée récemment au Centre international des conférences (CIC) à Alger. Les chefs d'entreprise interrogés affichent un optimisme marqué. Ainsi, 83% d'entre eux anticipent une croissance de l'économie nationale dans les douze prochains mois, contre 61% au niveau mondial. Par ailleurs, 90% se disent confiants dans les perspectives de leur propre activité, dont une majorité à un niveau élevé de confiance.

Cet optimisme s'appuie sur un tissu économique structuré : 29% des entreprises sondées réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de dollars, 58% emploient plus de 500 salariés et 72% relèvent du secteur privé.

## DES RISQUES ENCORE PRÉSENTS, MAIS EN RECUL

Les dirigeants restent, toute-



fois, attentifs aux incertitudes. L'inflation demeure le principal risque cité (39%), en baisse par rapport à 2024. Les tensions géopolitiques suivent (55%), mais leur perception tend également à reculer.

Les enjeux climatiques et la cybersécurité sont également évoqués, mais avec un niveau d'exposition jugé plus modéré. Dans ce contexte, l'Algérie apparaît relativement stable par rapport à d'autres économies africaines.

## CYBERSÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ EN PRIORITÉ

Face à ces défis, les entreprises algériennes adaptent leurs stratégies. La cybersécurité devient une priorité dans un contexte de tensions internationales et de digitalisation accrue.

Les dirigeants évoquent également une volonté de réduire leur dépendance technologique, de sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement et de limiter leur

exposition à certains marchés à risque. La souveraineté technologique s'impose ainsi comme un axe central des stratégies d'entreprise.

## DES INVESTISSEMENTS MAINTENUS

Malgré les incertitudes globales, les décisions d'investissement résistent. Selon l'étude, 43% des dirigeants déclarent maintenir ou augmenter leurs investissements, confirmant une certaine confiance dans les perspectives

locales. Autre tendance notable : l'innovation gagne du terrain. La tolérance au risque est plus élevée qu'au niveau mondial (43% contre 26%), et 47% des dirigeants considèrent désormais l'innovation comme un levier stratégique majeur.

## DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION PLACÉE SOUS LE THÈME

«Souveraineté et résilience : une nouvelle trajectoire économique pour l'Algérie», la rencontre a réuni responsables publics, dirigeants d'entreprise et experts. Organisée autour de quatre axes — énergie et mines, souveraineté numérique, souveraineté sanitaire et climat des investissements — elle a permis de mettre en lumière les principaux leviers de croissance. Menée dans 105 pays auprès de 4 500 dirigeants, l'enquête de PwC offre une lecture comparative des dynamiques économiques mondiales et des spécificités algériennes. Dans ce contexte, l'économie algérienne apparaît engagée dans une trajectoire de transformation, marquée par la résilience, la montée de l'innovation et une volonté affirmée de souveraineté économique.

I.Khermane

## VERS UN LEADERSHIP ÉNERGÉTIQUE

# L'Algérie passe à la vitesse supérieure

L'Algérie a réaffirmé, hier, clairement ses ambitions : se positionner comme un pôle énergétique régional de premier plan d'ici à 2030. Une stratégie qui repose sur un subtil équilibre entre sécurité des approvisionnements, diversification des marchés et intégration progressive des exigences environnementales. C'est dans ce contexte que le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a pris la parole, hier, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, à Alger, à l'occasion de la deuxième édition de l'étude CEO Survey, organisée par PwC en partenariat avec le Conseil du nouveau économique algérien, sous le thème «Souveraineté et résilience : un nouveau cap économique pour l'Algérie».

## UNE STRATÉGIE FONDÉE SUR LA RÉSILIENCE

Lors d'une table ronde de haut niveau consacrée à l'énergie et aux mines, Mohamed Arkab a souligné que les bouleversements géopolitiques actuels ne marquent pas une rupture des marchés énergétiques, mais plutôt une phase de rééquilibrage. Dans ce contexte, la sécurité et la stabilité des approvisionnements redeviennent des priorités majeures pour les États et les entreprises. Fort de réserves importantes en hydrocarbures et d'infrastructures déjà bien développées, notamment ses gazoducs vers l'Europe, le pays entend consolider sa position de partenaire énergétique fiable sur le long terme. Au cœur de cette stratégie, figure la diversification des débouchés. Si l'Europe demeure un partenaire naturel, l'Algérie mise également sur le développe-

ment de ses capacités en gaz naturel liquéfié (GNL) pour accéder à de nouveaux marchés et renforcer la flexibilité de ses exportations. Cette double approche — gazoducs pour la stabilité, GNL pour l'agilité — permettrait au pays d'optimiser ses flux en fonction des évolutions de la demande mondiale et des prix.

## UNE OUVERTURE AUX CAPITAUX ÉTRANGERS

Le gouvernement entend parallèlement intensifier les investissements dans les infrastructures énergétiques, avec des projets structurants tels que le gazoduc transsaharien, appelé à relier les ressources africaines aux marchés internationaux.

Sur le plan de l'attractivité, le lancement de l'appel d'offres Algeria Bid Round 2026 vise à attirer davantage d'investisseurs internationaux. Les autorités promettent un cadre juridique plus souple, des procédures simplifiées et des incitations compétitives, dans un contexte de concurrence accrue entre pays producteurs pour capter capitaux et technologies.

Dans cette dynamique, le groupe Sonatrach conserve un rôle central, notamment dans la structuration des grands projets et le développement des partenariats.

De son côté, le PDG de Sonatrach, Nouredine Daoudi, a souligné que le lancement récent d'Algeria Bid Round 2026 illustre la capacité de l'Algérie à valoriser rapidement et efficacement son potentiel minier. Il a mis en avant l'existence d'un ambitieux programme d'investissement prévu sur les cinq prochaines années, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur. Il a également rappelé qu'en 2026,

les énergies fossiles représentent encore plus de 80% de la demande mondiale et demeurent essentielles pour soutenir la transition énergétique au cours des prochaines décennies.

## L'ENVIRONNEMENT, NOUVEAU PILIER DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Autre évolution notable : l'intégration croissante des impératifs environnementaux. Les projets pétroliers et gaziers doivent désormais répondre à des exigences strictes en matière de réduction des émissions, notamment à travers la limitation du torchage du gaz et la réduction des émissions de méthane. Une orientation devenue incontournable pour maintenir la compétitivité des projets énergétiques, alors que les marchés et les investisseurs internationaux accordent une importance croissante à la performance environnementale.

## UNE VISION GLOBALE DE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Cette rencontre a réuni plusieurs membres du gouvernement et des acteurs économiques de premier plan, dont des responsables des secteurs de l'énergie, des mines, de l'industrie et de la finance, illustrant une approche transversale du développement. L'étude CEO Survey de PwC, référence mondiale en matière d'analyse des tendances économiques, offre ainsi un cadre de réflexion sur la manière dont l'Algérie peut transformer ses ressources naturelles en levier de croissance durable.

Au-delà de l'exploitation des hydrocarbures, le pays semble désormais engagé dans une démarche plus large : valoriser ses richesses énergétiques et minières pour créer de la valeur industrielle, renforcer sa souveraineté économique et s'adapter aux mutations profondes du paysage énergétique mondial.

I. K.

## LANCEMENT D'UNE CENTRALE DE 1,4 GW À TÉBESSA

### Un investissement de 184 milliards de dinars

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables a lancé, dans la wilaya de Tébessa, les travaux d'une centrale électrique d'une capacité de 1 406 mW, implantée dans la zone d'Argoub El Asfar (commune d'El Ouenza). Ce projet stratégique vise à renforcer la sécurité énergétique nationale et à répondre à la croissance de la demande électrique à l'horizon 2026. La centrale, qui s'étend sur 40 ha, utilisera la technologie du cycle combiné (gaz naturel et vapeur), permettant une meilleure efficacité énergétique et une réduction d'environ 30% de la

consommation de gaz grâce à la récupération de chaleur. L'investissement est estimé à 184,09 milliards de dinars. Le projet est réalisé par Sonelgaz en partenariat avec l'entreprise chinoise CNEEC, sur une durée de 48 mois. Il devrait générer environ 1 500 emplois durant la construction et 500 emplois permanents en phase d'exploitation. Les autorités évoquent également un potentiel futur d'exportation d'électricité vers les pays voisins, ainsi que le développement d'initiatives en énergies renouvelables dans la région.

## ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS BANCAIRES

## Un nouveau plafond prudentiel

*Cette mesure s'inscrit dans une démarche de consolidation du cadre prudentiel bancaire, en vue de mieux encadrer l'exposition des banques aux engagements extérieurs et de préserver la stabilité du système financier national.*

La Banque d'Algérie a introduit une nouvelle mesure réglementaire visant à encadrer les engagements extérieurs des banques et établissements financiers. À travers l'instruction n°03-26 du 26 avril 2026, signée par le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Lamine Lebbou, l'autorité monétaire modifie et complète les dispositions de l'instruction n°02-2015 du 22 juillet 2015.

Selon ce nouveau texte, le niveau des engagements extérieurs par signature des banques et établissements financiers est désormais plafonné à 50 % de leurs fonds propres réglementaires, tels que définis par la réglementation prudentielle en vigueur. Cette disposition vise à renforcer le contrôle des risques liés aux opérations internationales des établissements bancaires.

La Banque d'Algérie précise que les autres dispositions de l'instruction de 2015, non modifiées par la présente, restent applicables. La nouvelle réglementation entrera en vigueur à compter du 1er mai 2026.

Cette mesure s'inscrit dans une démarche de consolidation du cadre prudentiel bancaire, en vue de mieux encadrer l'exposition des banques aux engagements extérieurs et de préserver la stabilité du système financier national.

La décision de la Banque d'Algérie de plafonner les engagements extérieurs bancaires des fonds propres réglementaires s'inscrit dans une logique de gestion macroprudentielle du système financier,



avec des effets à la fois stabilisateurs et restrictifs sur l'activité économique.

## RENFORCEMENT DE LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Sur le plan économique, cette mesure vise avant tout à réduire l'exposition des banques aux risques externes contingents. Les engagements par signature, bien qu'hors bilan, peuvent se transformer en dettes effectives en cas de défaillance des clients. En limitant leur volume, le régulateur améliore la résilience du système bancaire face aux chocs externes (crises com-

merciales, volatilité des importations), réduit le risque de contagion financière, et renforce la cohérence entre fonds propres et exposition réelle au risque.

Cela contribue à une meilleure adéquation entre capital bancaire et risques assumés, ce qui est un objectif central des normes prudentielles internationales.

## EFFETS SUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Les engagements par signature (cautions, garanties, lettres de crédit), ne constituant pas des sorties de fonds immé-

diates, sont un instrument clé du financement du commerce international, notamment via les lettres de crédit et garanties bancaires.

Le plafonnement peut entraîner, néanmoins, une restriction de la capacité des banques à soutenir les importations et exportations, une sélection plus stricte des opérations financées, et une possible augmentation du coût du financement extérieur pour les entreprises.

Dans une économie dépendante des importations d'intrants, cela peut avoir un impact indirect sur les chaînes de production. À court terme, la mesure peut exercer un effet légèrement restrictif sur le commerce extérieur financé par le système bancaire. À moyen terme, elle peut toutefois améliorer la confiance dans le système financier, ce qui est favorable à l'investissement. Cette décision traduit une orientation vers une politique macroprudentielle plus active, visant à contenir l'endettement contingent externe, limiter les déséquilibres hors bilan, et aligner les pratiques bancaires sur des standards internationaux de surveillance des risques. Elle peut également être interprétée comme une réponse préventive aux incertitudes du commerce international et à la volatilité des flux financiers. Tout en modifiant une règle technique, cette mesure traduit une volonté de contrôle accru du risque bancaire externe. Elle renforce la stabilité du système financier, mais introduit aussi une contrainte supplémentaire pour les banques actives dans le financement du commerce international. S.R.

## GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE

## Holcim El-Djazair investit dans le béton prêt à l'emploi

À l'occasion du salon Batimat, prévu du 3 au 7 mai à la SAFEX, Holcim El-Djazair a annoncé le lancement de sa nouvelle activité de béton prêt à l'emploi. Une initiative stratégique qui vise à accompagner les grands projets d'infrastructure et le développement urbain et industriel en Algérie.

Avec un investissement estimé à environ 1 milliard de dinars, l'entreprise prévoit le déploiement de nouvelles centrales à béton, accompagnées d'une flotte de camions malaxeurs et de pompes à béton. L'objectif est de répondre à la demande croissante du marché national et de soutenir les chantiers structurants du pays, notamment dans les secteurs des transports, des infrastructures sociales et de l'industrie. Holcim El-Djazair ambitionne également de renforcer son rôle



dans les projets stratégiques, notamment les infrastructures ferroviaires et routières, les complexes industriels, ainsi que les installations liées à l'énergie et au dessalement de l'eau de mer.

Pour s'adapter aux besoins des différents chantiers, l'entreprise propose trois modèles d'accompagnement : « Plant Mob », qui consiste à installer une centrale

directement sur site ; « Plant Partner », un modèle de gestion de centrales appartenant aux clients ; et « Plant+ Plus », basé sur la fourniture classique de béton depuis le réseau existant. Ces solutions sont appuyées par des laboratoires de contrôle qualité et le Centre International d'Innovation (HIC).

Sur le plan des produits, Hol-

cim El-Djazair élargit son offre avec des bétons techniques regroupés au sein de la « Gamme Ultra », incluant des formulations à haute performance, des bétons hydrofuges, fibrés ou encore à résistance élevée pouvant atteindre 80 MPa. Le groupe met également en avant ses gammes internationales telles qu'Agilia, Artevia, Chronolia et Hydromedia.

Fort de références majeures en Algérie, telles que le métro d'Alger, le pont Trans-Rhummel ou encore la Grande Mosquée d'Alger, le groupe entend consolider sa position dans le secteur de la construction.

Avec cette nouvelle activité, Holcim El-Djazair affirme sa volonté de contribuer à une construction plus performante et durable, au service du développement économique du pays.

R.E.

## FITA 2026

## Cap sur l'accélération du commerce intra-africain

La Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC) prend part à la nouvelle édition du Forum International de Tunis pour l'Afrique (FITA 2026), au sein d'une délégation conduite par son président, Souheil Guessoum.

Dans ce cadre, le premier responsable de l'organisation patronale interviendra, cet après-midi, en tant que speaker lors d'un panel consacré au thème : « Commerce intra-africain et corridors d'investissement », portant sur les enjeux stratégiques liés à l'intégration économique du continent et au développement des chaînes de valeur africaines.

Cette participation s'inscrit dans la dynamique portée par la CAPC visant à contribuer activement aux réflexions et initiatives en faveur du renforcement du commerce intra-africain, de la stimulation de l'investissement et de la structuration de partenariats économiques durables à l'échelle du continent. Le FITA 2026 réunira plus de 2 000 participants, dont des décideurs publics, représentants d'institutions financières, dirigeants d'entreprises et experts internationaux. L'événement proposera une série de panels, workshops et rencontres BtoB, BtoG et BtoI, dédiés aux opportunités d'investissement et de coopération en Afrique.

## SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION EN TUNISIE

## Les inscriptions ouvertes

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé l'ouverture des inscriptions pour les opérateurs algériens spécialisés dans la production et l'exportation de produits agroalimentaires et agricoles, en vue de leur participation

au Salon international de l'alimentation pour l'Afrique (IFSA Africa), prévu en Tunisie du 9 au 11 juin. Cet événement constitue un rendez-vous majeur du secteur agroalimentaire sur le continent, réunissant fournisseurs internationaux et grands ache-

teurs africains. Il vise à faciliter l'accès aux marchés, dynamiser les échanges commerciaux et suivre les tendances du secteur en Afrique. Le salon couvre l'ensemble de la chaîne agroalimentaire, notamment la transformation alimentaire, les boissons, les

produits biologiques, les solutions d'emballage, la chaîne du froid, la logistique ainsi que les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. Les opérateurs intéressés sont invités à s'inscrire via le lien dédié disponible sur le site officiel du ministère.

## AFFAIRES LIÉES MAK

# Mira Moknache aujourd'hui devant la justice

**Le tribunal criminel d'Alger examinera demain le pourvoi en cassation introduit par le procureur général dans l'affaire impliquant Mira Moknache, précédemment acquittée.**

Pour rappel, l'inculpée avait été blanchie le 4 juin 2024 par le tribunal criminel d'Alger, faute de preuves légales et matérielles suffisantes. Elle était poursuivie pour des accusations graves, notamment pour adhésion à une organisation terroriste et apologie d'actes terroristes en lien avec le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK). Dans ce même dossier, la juridiction de deuxième instance avait prononcé des peines de trois ans de prison ferme à l'encontre de Benzaza Hamza, Boukhari Nacer et Smail Chabane pour des faits similaires. Neuf autres accusés avaient, quant à eux, bénéficié d'acquittements, tout comme Arezki Hidja, Larbi Yahioune et Nadir Chelbabi, qui avaient nié toute relation avec le mouvement incriminé. Par ailleurs, deux autres prévenus avaient été condamnés à deux ans de prison ferme. Lors du pro-



cès, le procureur général avait requis des peines allant jusqu'à dix ans de réclusion criminelle, assorties d'une amende de 500 000 dinars et de l'interdiction des droits civiques, à l'encontre de seize accusés. Il avait soutenu que les mis en cause appartenaient à une organisation visant à porter atteinte à la sécurité de l'État. De leur côté, certains prévenus non détenus avaient affirmé que leur implication se limitait à avoir pris des photos souve-

nirs avec le dirigeant du mouvement, qu'ils considéraient comme une figure artistique. La défense, par la voix de Me Zaidi, avait souligné que la grande majorité des citoyens kabyles rejette les thèses séparatistes et demeure attachée à l'unité nationale. Il avait également indiqué que de nombreux sympathisants du mouvement s'en sont désolidarisés, notamment depuis sa classification comme organisation terroriste en 2022. Il est à noter que

Mira Moknache fait l'objet d'autres poursuites judiciaires dans des affaires distinctes, liées notamment à des accusations d'attoupelement et à des délits d'opinion.

## LE PROCÈS EN APPEL DE 15 ACCUSÉS PROCHAINEMENT

Le tribunal criminel d'appel d'Alger devrait également examiner, lors de la prochaine session, l'affaire impliquant 15 accusés poursuivis pour leur implication

présumée dans une organisation classée terroriste, en lien avec le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK). Le procès, initialement programmé lors de la précédente session, avait été reporté à la demande de la défense. En première instance, cette affaire, ouverte dans le contexte des incendies survenus en Kabylie en 2022, avait conduit à la condamnation par contumace de Ferhat Mehenni, considéré comme le chef du mouvement, à une peine de 20 ans de réclusion criminelle. Au total, 24 personnes avaient été poursuivies dans ce dossier. Quinze d'entre elles sont notamment accusées d'atteinte à l'intégrité du territoire national, de diffusion d'informations susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'État et d'incitation à la haine. Selon les éléments de l'enquête, certains accusés auraient communiqué, via les réseaux sociaux, des informations relatives aux incendies. Lors de leur comparution en première instance, plusieurs prévenus non détenus ont reconnu avoir été en contact avec le responsable du mouvement, tout en minimisant leur implication dans les faits qui leur sont reprochés. L'affaire sera ainsi réexaminée en appel, dans l'attente de la décision du tribunal criminel, qui devra statuer sur les charges retenues contre les accusés.

R. H.

## AFFAIRE DE L'EX-PRÉSIDENT DU RCD

## Vers l'examen du pourvoi en juin

La chambre délictuelle de la Cour suprême devrait se prononcer en juin prochain sur le pourvoi en cassation introduit par la défense de l'ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbes. Ce recours fait suite à la décision rendue le 8 juillet dernier par la 10<sup>e</sup> chambre pénale de la cour d'appel d'Alger, qui a confirmé la peine de six mois de prison ferme prononcée en première instance. Contestant ce verdict, l'avocate de l'accusé, Me Fetta Sadat, a déposé un mémoire sollicitant le renvoi de l'affaire devant la même juridiction, autrement composée. En première instance, le tribunal correctionnel d'Hussein Dey avait condamné Mohcine Belabbes à six mois de prison ferme, assortis d'une amende de 100 000 dinars, ainsi qu'au versement de



50 000 dinars de dommages et intérêts à la partie civile. Une décision que la défense a immédiatement contestée. Lors du procès, le prévenu a rejeté l'ensemble des accusations portées contre lui, notamment celle de non-assistance à personne en danger. Ses avocats ont plaidé la relaxe, mettant en avant ce qu'ils qualifient de « flagrantes

irrégularités » dans la procédure, ainsi que l'absence de preuves légales et matérielles. Selon l'arrêt de renvoi établi par le juge d'instruction du tribunal d'Hussein Dey et confirmé par la chambre d'accusation près la cour d'Alger, Mohcine Belabbes est poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation, dont l'obtention de documents administratifs sans droit (permis de construire), l'hébergement et l'emploi d'un étranger sans autorisation, ainsi que l'homicide involontaire. Cette dernière accusation a été retenue après la découverte, le 19 février 2022, du corps d'un ressortissant étranger dans une villa en construction lui appartenant. Dans le cadre de l'instruction, l'ancien responsable politique a été placé sous contrôle judiciaire depuis le 10 janvier 2022, une mesure toujours en vigueur. Les demandes

de levée de ce contrôle introduites par sa défense ont été rejetées par le juge d'instruction, qui estime que les garanties présentées par l'intéressé sont insuffisantes. De son côté, le procureur de la République près le tribunal d'Hussein Dey avait également interjeté appel, considérant la peine prononcée en première instance comme « clémente » au regard de la gravité des faits reprochés. L'affaire trouve son origine dans l'ouverture d'une enquête judiciaire ordonnée par l'ancien procureur général près la cour d'Alger, après réception d'un rapport détaillé relatif au décès survenu dans la propriété de l'accusé. La Cour suprême devra désormais trancher sur la validité du pourvoi introduit par la défense, étape décisive dans cette procédure judiciaire.

R. H.

## LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

## 4 jeunes dont un agent de sécurité en détention provisoire

Le tribunal correctionnel a examiné, dans la matinée d'hier, mardi, l'affaire de quatre jeunes actuellement placés en détention provisoire à l'établissement pénitentiaire d'El Harrach, dont un agent de sécurité, poursuivis pour trafic et stockage de drogue de type kif traité dans un

appartement situé à El Mouradia, à Alger. Selon les détails de l'affaire, celle-ci s'inscrit dans le cadre des efforts opérationnels des services de la Sûreté nationale dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et les différentes formes de criminalité. Les éléments de la police judiciaire de la sûreté d'Alger ont ainsi réussi à démanteler un réseau criminel composé de quatre individus, avec la saisie de 12 kg de kif traité dans un appartement à El Mouradia. Les mis en cause ont été interpellés en flagrant délit en possession de cette quantité de cannabis, soigneusement dissimulée dans le salon de l'appartement appartenant à l'un d'eux. Les enquêteurs ont

également découvert une somme d'argent estimée à 1,13 million de dinars, considérée comme provenant des revenus de ce trafic. Les accusés sont identifiés par les initiales suivantes : (D. Walid), (K. Ahmed Amine), (M. Amer) et (K. Yacine). Présentés devant le tribunal correctionnel, ils ont été poursuivis pour détention, trafic et stockage illicites de stupéfiants. Les quatre prévenus ont nié les faits qui leur sont reprochés, affirmant qu'ils s'étaient réunis au domicile de leur ami uniquement pour consommer de la drogue, et non dans le but de la commercialiser ou de la stocker, sollicitant ainsi la clémence du tribunal.



## CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES

# 500.000 personnes ont bénéficié de l'AFS

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé, lundi, la cérémonie de célébration de la Journée nationale des personnes âgées, placée sous le thème : «Votre expérience éclaire notre chemin».

Cette cérémonie s'est déroulée en présence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmechdi, du SG du ministère de la Santé, Talhi Mohamed, du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Mohamed Boukhari, ainsi que du DG de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), Abdelaziz Medjahed, en sus de parlementaires et de représentants de plusieurs secteurs et instances nationales. Dans son allocution à cette occasion, Mme Mouloudji a mis en exergue l'attention particulière accordée par l'Etat, sous la conduite du président Tebboune, à la catégorie des personnes âgées, dans le cadre de la politique sociale adoptée, à travers un ensemble de mesures liées à la prise en charge, à l'accompagnement et à l'amélioration de la qualité des services au sein des structures d'accueil et de prise en charge. Evoquant les dispositifs destinés aux personnes âgées, la ministre a indiqué que «plus de 500.000 personnes âgées de 60 ans et plus ont bénéficié de l'allocation forfaitaire de solidarité au



titre de l'année 2025», rappelant également la création de la carte de la personne âgée, permettant à son titulaire de bénéficier de plusieurs facilités renforçant sa place au sein de la société. Le secteur de la solidarité nationale supervise 32 établissements spécialisés dans la prise en charge des personnes âgées en situation sociale

difficile ou dépourvues de liens familiaux, a-t-elle rappelé. Elle a évoqué les différentes mesures mises en place en faveur de cette frange, en particulier l'adoption d'un service numérique de signalement des cas de violation des droits des personnes âgées, et la plateforme numérique Mourafaka lancée en 2025, proposant un

ensemble de conseils et d'orientations pour accompagner les personnes âgées vivant à domicile.

### AMÉLIORATION DE LA PRISE EN CHARGE

De son côté, Belmechdi a mis en avant la place particulière qu'occupent les personnes âgées au sein de la famille algérienne, esti-

mant que le respect des aînés constitue «un message partagé par les mosquées, les écoles et l'ensemble de la société». Il a salué, dans ce sillage, les efforts déployés par le secteur de la solidarité nationale dans la prise en charge des franges vulnérables et des personnes âgées, en cohérence avec la dimension sociale de l'Etat. Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene a relevé, dans une allocution lue en son nom par le SG du ministère, que le secteur de la santé a renforcé les mécanismes d'amélioration de la prise en charge des personnes âgées, notamment à travers l'installation récente de la commission nationale de gériatrie, composée d'experts et de professeurs spécialisés dans plusieurs disciplines, dont la cardiologie et la réanimation. Il a, par ailleurs, été procédé, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à l'introduction de la spécialité de médecine gériatrique au sein des facultés de médecine, laquelle «devrait conduire, à terme, à la mise en place d'unités hospitalières spécialisées dans le traitement des pathologies gériatriques».

## INCENDIE À L'HÔPITAL D'EL KOUBA

### Aucune victime

Un incendie s'est déclaré dimanche soir au niveau du bureau des admissions de l'hôpital Bachir Mentouri de Kouba, à Alger, sans faire de victimes. Selon un communiqué de la Protection civile, les secours sont intervenus à 18h50 pour un incendie qui s'est déclenché au premier étage du bureau des admissions (structures préfabriquées) de l'hôpital de Kouba, dans la commune de Kouba, daïra d'Hussein Dey.

Le communiqué précise que l'incendie a été maîtrisé et circonscrit. Il a provoqué

la destruction de 4 bureaux au premier étage (sur une superficie d'environ 100 m<sup>2</sup>), ainsi que l'effondrement partiel du plafond du rez-de-chaussée, sans faire de victimes. Les services de la Protection civile ont mobilisé pour cette intervention 5 camions de lutte contre les incendies, une ambulance et une échelle mécanique.

Le ministère de la Santé a publié, tard dans la soirée de lundi, un communiqué explicatif à la suite de l'incendie survenu au bureau des admissions de l'établissement public hospitalier Bachir Mentouri

de Kouba. Selon le communiqué, le ministre de la Santé, Mohamed Seghir Ait Messaoudene, s'est rendu sur place, accompagné de cadres de l'administration centrale, afin de constater personnellement les circonstances de l'incident et d'examiner de près ses causes et ses répercussions.

Le communiqué précise que les premières informations indiquent que l'incendie serait dû à une étincelle électrique au niveau du bureau des admissions, en attendant les résultats des enquêtes en

cours menées par les autorités compétentes pour déterminer les causes exactes et faire toute la lumière sur cet incident. Dans ce contexte, ajoute le communiqué, le ministre a donné des instructions visant à renforcer les mesures de prévention et de sécurité au sein des établissements de santé, notamment à travers le contrôle périodique des équipements et des installations électriques. Le ministère de la Santé a également rassuré que cet incident n'a fait aucune victime, les dégâts se limitant à des pertes matérielles.

### ACCIDENTS DE LA ROUTE

## 32 morts et 1747 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes sont décédées et 1.747 autres ont été blessées dans 1.324 accidents de la route survenus durant la période du 19 au 25 avril, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 25 blessés, suite à 6 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 689 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (73 incendies), Oran (53) et Blida (33). S'agissant des cas d'intoxication au monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont effectué plusieurs interventions pour la prise en charge de 21 personnes incommodées par ce gaz, note le communiqué, déplorant toutefois le décès d'une (1) personne dans la wilaya de Khenchela. Par ailleurs, 6.788 opérations diverses ont été effectuées pour le sauvetage de 740 personnes en situation de danger et 5.786 autres d'assistance ont été exécutées.

### EXPLOSION ET EFFONDREMENT D'UNE HABITATION À BATNA

## Deux morts et 4 blessés à déplorer

Une violente explosion survenue hier dans la wilaya de Batna a causé la mort de deux personnes et fait quatre blessés, selon un bilan préliminaire communiqué par la Protection civile.

L'incident s'est produit aux alentours de 12h35, au lieu-

dit route de Tazoult. L'explosion, dont l'origine n'a pas encore été précisée, a été suivie de l'effondrement d'une habitation.

Les secours sont rapidement intervenus sur les lieux pour prendre en charge les victimes et sécuriser la zone.

Les blessés ont été évacués vers les structures hospitalières les plus proches, souffrant de blessures de gravité variable. Afin d'assurer une intervention efficace, d'importants moyens ont été mobilisés, notamment quatre camions de sauvetage et

quatre ambulances. Les opérations se poursuivent toujours sur place pour garantir la sécurisation complète du site et rechercher d'éventuelles autres victimes.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

### TRANSPORTS

## L'ETUSA renforce son réseau

L'Entreprise publique de transports urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé dans un communiqué, l'ouverture de 17 nouvelles lignes couvrant sept (7) circonscriptions administratives, depuis hier mardi. Le premier départ de ces lignes est prévu à 06h00, le dernier

départ étant fixé à 18h30, précise le communiqué. L'entreprise a indiqué que cette mesure s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à améliorer le service

public de transport et à faciliter les déplacements des citoyens, notamment dans les pôles urbains à forte densité de population.

Elle a également souligné que l'ouverture de ces lignes participe de «la politique avisée de l'Etat et de sa stratégie visant la modernisation du

secteur des transports», reflétant ainsi «l'engagement de l'entreprise à renforcer le réseau de transport urbain et à améliorer la qualité des services offerts, garantissant des déplacements plus fluides, sûrs et confortables pour les citoyens», ajoute la même source.

## IRAN ET ÉTATS-UNIS

# Une guerre des volontés sans fin

**Les dirigeants des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) se sont réunis à Djeddah pour un sommet consultatif exceptionnel visant à discuter des derniers développements.**

**A**lors que le conflit entre les États-Unis et l'Iran continue de faire des ravages dans la région du Golfe, les efforts diplomatiques pour résoudre cette crise semblent être dans une impasse. La guerre qui dure depuis plus de deux mois a non seulement exacerbé les tensions géopolitiques, mais elle a également mis en lumière l'importance stratégique du détroit d'Hormuz, passage clé pour le transport de l'énergie, tout en affectant gravement l'économie mondiale. La situation pourrait-elle évoluer vers une désescalade ou le monde se dirige-t-il vers une confrontation encore plus grave ?

## DES PROPOSITIONS IRANIENNES SOUS PRESSION

Les États-Unis ont reçu récemment une proposition de l'Iran via des médiateurs, visant à rouvrir le détroit d'Hormuz en échange d'un report des négociations sur le programme nucléaire de Téhéran. Cependant, le président Donald Trump a clairement exprimé son mécontentement à l'égard de cette offre, soulignant que la question nucléaire devait être traitée en priorité. Selon des sources proches de la Maison Blanche, Trump n'est « pas favorable » à cette proposition et insiste sur la nécessité de résoudre le dossier nucléaire avant toute autre discussion.

Le détroit d'Hormuz est un point névralgique pour les échanges mondiaux, avec près de 20% de la production mondiale de pétrole et de gaz liquéfié transitant par cette voie maritime stratégique en temps normal. Toutefois, il est actuellement bloqué par un double blocus, à la fois iranien et américain, avec des conséquences directes sur la navigation internationale et la sécuri-



té énergétique.

## UN SOMMET DU GOLFE À DJEDDAH

Dans ce contexte tendu, les dirigeants des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) se sont réunis à Djeddah pour un sommet consultatif exceptionnel visant à discuter des derniers développements. La réunion s'est concentrée sur l'escalade des tensions régionales, les attaques répétées attribuées à l'Iran et ses alliés, et l'impact de la fermeture du détroit sur le commerce mondial. L'objectif était de renforcer l'unité au sein du CCG et de coordonner les efforts diplomatiques pour éviter une nouvelle escalade.

Le sommet a également abordé la médiation pakistanaise entre les États-Unis et l'Iran, en vue de contenir la crise et de rouvrir des voies de négociation. Toutefois, les désaccords persistants sur le programme nucléaire iranien compliquent toute solution durable. Les États-Unis ont déjà rejeté la proposition iranienne de reporter les négociations nucléaires, insistant sur la nécessité d'un règlement immédiat de cette question. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a récemment rencontré le président russe Vladimir Poutine pour discuter de l'échec des négociations avec Washington, qu'il attribue aux « exigences excessives » des États-Unis.

Moscou, l'un des plus grands soutiens de l'Iran, a exprimé sa volonté de contribuer activement à la recherche d'une solution pacifique à cette crise.

## LE RÔLE DU PARLEMENT IRANIEN ET LES TENSIONS CROISSANTES

Alors que le processus diplomatique peine à avancer, le Parlement iranien travaille actuellement sur un projet de loi qui placerait le détroit d'Hormuz sous le contrôle des forces armées iraniennes, renforçant ainsi le verrouillage de cette voie maritime stratégique. Le projet prévoit également des frais de passage en rials iraniens pour les navires traversant le détroit, et une interdiction de passage pour les navires sionistes. Ce projet législatif a provoqué une réaction ferme de la part des États-Unis, le sénateur Marco Rubio qualifiant cette mesure de « inacceptable », soulignant que l'Iran ne devait pas pouvoir décider unilatéralement de l'accès à un passage maritime international.

## DES GARANTIES CONTRE DE NOUVELLES ATTAQUES

Téhéran, pour sa part, a réclamé des « garanties fiables » contre toute attaque américano-sioniste future avant de pouvoir stabiliser la région du Golfe. Cette demande a été formulée lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, où plusieurs pays ont dénoncé la fermeture du détroit d'Hormuz comme une violation du droit international. Les tensions sont à leur comble, et la possibilité d'une nouvelle offensive militaire, si les négociations échouent, demeure une inquiétude majeure.

R.I/agences

## LE PRÉSIDENT LIBANAIS RÉPOND AU HEZBOLLAH

# «La guerre pour des intérêts extérieurs est la vraie trahison»

Le président libanais, Joseph Aoun, a fermement répondu à la vague de critiques et d'accusations de trahison lancée par le Hezbollah à son encontre, après son appel à des négociations directes avec l'entité sioniste. Dans une déclaration significative, Aoun a affirmé que ses actions n'étaient en aucun cas une forme de trahison. « Ce que nous faisons n'est pas de la trahison, mais la véritable trahison est celle de ceux qui conduisent leur pays à la guerre pour des intérêts extérieurs », a-t-il souligné. Selon lui,

les négociations visent à protéger le pays et éviter que les Libanais, en particulier ceux du sud, ne continuent de payer un prix élevé pour des conflits qui ne servent pas les intérêts nationaux.

Le président libanais a également remis en question le consensus national autour des décisions de guerre, se demandant si ces dernières avaient jamais été prises avec l'accord de tous. Cette prise de position survient dans un contexte de tensions croissantes avec le Hezbollah, notamment après les déclara-

tions de son secrétaire général, Naïm Qassem, qui a réaffirmé son opposition catégorique aux négociations avec l'entité sioniste. Selon Qassem, les résultats de telles discussions seraient vains et inefficaces, tout en réaffirmant l'engagement du Hezbollah à maintenir son arsenal militaire.

Le différend a attiré l'attention du ministre sioniste de la Défense, Israël Katz, qui a averti que l'inaction du gouvernement libanais vis-à-vis du Hezbollah pourrait avoir des conséquences dramatiques pour le pays. Katz a intensi-

fié ses menaces en déclarant que si le Liban continuait de soutenir l'organisation, cela entraînerait une destruction totale. « Si le gouvernement libanais continue de se protéger sous l'aile de l'organisation terroriste Hezbollah, le feu éclatera et brûlera le cèdre du Liban », a-t-il prévenu.

Les tensions entre le gouvernement libanais et le Hezbollah se sont intensifiées, notamment autour de la question des relations avec l'entité sioniste et de la gestion de la sécurité nationale. Tandis que le Hezbollah continue

de revendiquer son droit à son arsenal et de s'opposer à toute forme de normalisation avec l'entité sioniste, le président Aoun cherche à trouver des solutions qui préservent la stabilité du Liban et évitent de nouveaux affrontements destructeurs.

La situation reste complexe, avec des forces politiques internes et externes qui poussent dans des directions diamétralement opposées, laissant planer des incertitudes sur l'avenir de la sécurité et de la diplomatie libanaise.

## NIGÉRIA

# Daech revendique l'attaque de Gyaku

Des hommes armés ont tué au moins 29 personnes dans l'État d'Adamawa, situé dans le nord-est du Nigéria, lors d'une attaque qui a eu lieu dimanche. Selon le gouverneur de l'État, Ahmadou Umaru Fintiri, l'attaque s'est produite dans la communauté de Gyaku, dans la zone de gouvernement local de Gombi. Le gouverneur a confirmé la tragédie via un message publié sur les réseaux sociaux, précisant que des dizaines de victimes ont perdu la vie dans ce qu'il a qualifié d'attaque « sanglante ».

Les habitants locaux ont rapporté que les assaillants ont ciblé des jeunes qui

s'étaient rassemblés pour regarder un match de football. Selon Philippe Agabus, un témoin de l'attaque, plusieurs résidents se sont retrouvés dans un terrain de football de la communauté de Gyaku lorsqu'un groupe de rebelles, armés de fusils, est arrivé et a ouvert le feu de manière indiscriminée. Parmi les victimes, il y avait des jeunes hommes et des femmes, certaines d'entre elles étaient des spectatrices du match. Les assaillants ont également incendié des lieux de culte, des maisons et des motos.

Le groupe terroriste « Daech » a revendiqué la responsabilité de l'attaque. Cette vio-

lence survient dans un contexte de tensions croissantes dans l'État d'Adamawa, où des groupes terroristes et des bandes criminelles locales, connues sous le nom de « coupeurs de routes », multiplient les attaques.

Les causes de ces violences incluent également des conflits fonciers dans certaines zones de la région.

JOSHUA USMAN, un autre résident local, a rapporté que les assaillants ont pris le temps de se déplacer sur une longue distance pendant plusieurs heures, semant la terreur dans les communautés qu'ils ont

attaquées. Ils ont tué de nombreuses personnes et détruit des biens, y compris des motos. Ces attaques surviennent alors que les autorités nigérianes peinent à maîtriser les violences liées aux insurgés et aux bandes criminelles dans le nord-est du pays.

Les autorités locales continuent de chercher à sécuriser la région, mais les habitants expriment des préoccupations croissantes concernant l'augmentation de la violence, notamment dans les zones rurales, où les attaques de ce type sont de plus en plus fréquentes.

## ●CHELSEA QUI SUCCÈDERA À LIAM ROSENIOR



Après le limogeage de Liam Rosenior, les dirigeants de Chelsea se sont mis en quête de trouver un nouveau manager pour la saison prochaine. Trois noms semblent se détacher pour le moment. Andoni Iraola, Marco Silva et Xabi Alonso figurent parmi les entraîneurs que Chelsea envisage pour remplacer Liam Rosenior limogé il y a quelques jours par le club londonien selon des informations de Sky Sports. Les Blues estiment qu'il ne sert à rien de se précipiter car il y aura un grand choix d'entraîneur de haut niveau disponible. Outre ces 3 noms, Kieran McKenna était l'autre candidat sur leur liste restreinte et aucun des deux entraîneurs n'avait d'expérience en Premier League à l'époque de la nomination d'Enzo Maresca. Désormais, Chelsea se tourne vers un manager qui a l'expérience en Premier League comme joueur ou entraîneur et qui a fait ses preuves au plus haut niveau. En attendant la nomination du nouveau coach, c'est Calum McFarlane restera en poste jusqu'à la fin de la saison.

## ●PREMIER LEAGUE MAN UNITED FONCE VERS LA C1



Manchester United a fait un pas presque décisif vers la UEFA Champions League en s'imposant 2-1 contre Brentford FC lors de la 34e journée de Premier League. Cette victoire permet aux Red Devils de consolider leur 3e place, avec une marge très confortable à quatre journées de la fin. Sous la direction de Michael Carrick, l'équipe n'a besoin que d'un seul succès supplémentaire pour valider mathématiquement sa qualification européenne. L'un des grands hommes de la saison reste Bruno Fernandes. Avec 19 passes décisives, il se rapproche du record historique de 20, détenu par Thierry Henry et Kevin De Bruyne. Une performance qui souligne son influence majeure dans le jeu manucien. Dans le match, Casemiro a ouvert le score de la tête sur corner, avant que Benjamin Šeško, servi par Fernandes, ne double la mise juste avant la pause. Mathias Jensen a réduit l'écart en fin de match, mais sans empêcher la victoire de United. Sauf énorme retournement de situation, Manchester United semble désormais lancé vers un retour en Ligue des champions

## ●L'ITALIE DANS LE VISEUR DE L'UEFA EURO 2032 ET CLUBS MENACÉS

L'enquête pour « complicité de fraude sportive » concernant le responsable de la désignation des arbitres de Serie A et B, Gianluca Rocchi, pourrait avoir de terribles répercussions pour le football italien. En effet, le président de la Serie A Ezio Simonelli s'est entretenu avec celui de l'UEFA, Aleksander



Ceferin, et les indications de ce dernier sont fortes : si ingérence politique au sein de la fédération italienne il y a, alors les clubs du pays risqueraient une exclusion des compétitions européennes et l'Italie pourrait se voir retirer la coorganisation de l'Euro 2032, rapportent le Corriere della Sera et Calcio Finanza. Ce n'est pas la première menace du président de l'UEFA, qui avait déjà exprimé son agacement début avril, au vu des problèmes d'infrastructures du pays. Alors que l'image du Calcio est déjà bien

salie par l'affaire, Simonelli assure que ce cas « isolé » ne peut en aucun cas pénaliser toute la Botte. « S'il s'avère que quelqu'un a commis une faute, il sera juste qu'il en paie le prix. Mais il n'est en aucun cas permis de remettre en cause la crédibilité du système et la régularité du championnat », clame le président qui estime que les « jugements hâtifs ou les conclusions de quelque nature que ce soit sont déplacés ». Un conseil de la Ligue sera organisé dans la semaine afin de nommer l'avocat qui la défendra.

# CHAMPIONS LEAGUE EUROPÉENNE Atletico Madrid-Arsenal : ELECTRIQUE

*Entre une équipe madrilène qui fait de son antre une forteresse imprenable en phase éliminatoire et des Gunners records cette saison sur la scène continentale, l'opposition promet d'être acharnée.*

**A**u cœur du Metropolitano, la tension promet d'être palpable. La demi-finale aller de Ligue des champions entre l'Atlético Madrid et Arsenal s'annonce comme l'un des grands chocs de la saison européenne. D'un côté, une formation madrilène réputée pour faire de son stade une citadelle en phase à élimination directe. De l'autre, des Gunners impressionnants de constance et d'efficacité depuis le début de la compétition.

L'enjeu est immense : prendre un ascendant avant le match retour et se rapprocher d'une finale où attendront le PSG ou le Bayern Munich. Dans une ambiance incandescente, chaque détail comptera.

### ENTRE CONFIANCE ET INCERTITUDES

L'Atlético Madrid arrive avec des certitudes... et quelques doutes. Vainqueurs de l'Athletic Club (3-2), les hommes de Diego Simeone ont stoppé une série délicate, mais restent irréguliers avec une seule victoire sur leurs cinq dernières sorties, toutes compétitions confondues. En Ligue des champions, leur rendement offensif demeure toutefois élevé, preuve de leur capacité à frapper fort dans les moments clés. Surtout, à domicile, les Colchoneros cultivent une culture du résultat tranché, refusant presque systématiquement le



compromis.

Mais à ce stade de la compétition, la moindre fragilité peut coûter cher. Au milieu, le jeune métronome Pablo Barrios, sorti sur blessure samedi, est très incertain. Le staff médical croise également les doigts pour Ademola Lookman, dont l'explosivité serait un atout majeur en contre-attaque. Et certaines incertitudes, notamment sur le plan physique, pourraient peser face à une équipe aussi structurée qu'Arsenal.

### UNE MÉCANIQUE BIEN HUILÉE

Car les Londoniens avancent avec assurance. Leur courte victoire face à Newcastle (1-0) a permis de relancer une dynamique, et leur parcours européen force le respect : toujours invaincus, solides défensivement, les hommes de Mikel Arteta ont trouvé un équilibre rare entre rigueur et ambition.

Reste une interrogation : l'efficacité

offensive. Moins tranchants ces dernières semaines, les Gunners devront retrouver leur réalisme pour espérer faire vaciller une équipe madrilène redoutable dans son antre. D'autant que Mikel Merino occupe toujours l'infirmerie, tout comme Jurrien Timber, alors que l'inquiétude grimpe autour d'Eberechi Eze et de Kai Havertz, tous deux remplacés prématurément face à Newcastle. Si leur absence venait à se confirmer, Arsenal perdrait une grande partie de sa force de frappe et de sa créativité entre les lignes. Ce choc s'annonce avant tout comme une opposition de styles. L'intensité, la discipline et le pragmatisme de l'Atlético face à la maîtrise collective et au contrôle d'Arsenal. Une bataille tactique où chaque duel, chaque transition, chaque occasion pourrait faire basculer le destin de cette double confrontation. À Madrid, le décor est planté. Et la moindre erreur pourrait déjà coûter une finale.

## EKITIKE, MBAPPÉ, YAMAL...

# Les forfaits ou incertains pour le Mondial

Disputer une Coupe du monde est le rêve d'une vie pour un footballeur professionnel. Mais pour certains, ce rêve est déjà brisé, alors que pour d'autres, le voyage aux États-Unis, au Canada et au Mexique (11 juin au 19 juillet) est très incertain.

Si l'allemand Serge Gnabry (déchirure musculaire à l'adducteur de la cuisse droite), Xavi Simons (rupture des ligaments croisés), Anthony Mandrea (opéré de l'épaule), Hugo Ekitike (rupture du tendon d'Achille), Éder Militao (opéré des ischio-jambiers), sont d'ores et déjà forfaités pour le mondial, d'autres joueurs sont incertains. Kylian Mbappé : souvent blessé cette saison, l'attaquant français traverse une année 2026 difficile. Ce lundi 27 avril, le Real Madrid a annoncé que son attaquant souffrait d'une lésion du muscle semi-ten-

dineux de la jambe gauche. Mais rien d'inquiétant selon Fabrice Bryand, l'ex-médecin de l'équipe de France. « Ça dépend du type de lésion, grade 1, 2 ou 3. Je ne parle pas du 4 quand c'est complètement désin-séré parce que je ne pense pas qu'on en soit là. C'est plutôt une blessure qui l'aurait fait s'affaler complètement, à l'image d'un sprinteur. Là, il est sorti assez vite, on doit être sur une blessure de stade 2A ou 2B, et il faut 21 jours pour retrouver la pleine efficacité. » Donc rien de rédhibitoire pour le Mondial.

Lamine Yamal : forfait jusqu'à la fin de saison avec Barcelone, l'Espagnol n'a tout de même pas fait une croix sur le Mondial. Blessé à la cuisse gauche, l'attaquant pourrait tout de même être du déplacement outre-Atlantique. « Je pense qu'il sera là

pour la Coupe du monde et qu'il reviendra plus fort », avait indiqué son entraîneur en club, Hansi Flick, le vendredi 24 avril.

Estêvão : il n'a que 19 ans, il est probablement le futur du Brésil mais il ne fera peut-être pas le voyage en Amérique. L'attaquant est déjà forfait jusqu'à la fin de saison avec son club de Chelsea après sa blessure aux ischio-jambiers lors de la défaite de Blues contre Manchester United. Pour la Coupe du monde, rien n'est encore déterminé.

Luka Modric : la nouvelle est tombée lundi. Le Croate, Ballon d'or en 2018, souffre d'une fracture de la pommette après le match nul entre l'AC Milan et la Juventus (0-0). À un mois est demi de la Coupe du monde, sa présence est désormais très incertaine.

## POLÉMIQUE AUTOUR DES TARIFS DU MONDIAL

## Les matchs des Verts concernés

Entre inflation des prix et spéculation sur le marché secondaire, les billets du Mondial 2026 créent déjà la controverse.

À l'approche de la Coupe du monde 2026, coorganisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique, la question des prix des billets suscite une vive controverse. Entre affiches hors de prix et rencontres plus accessibles, la politique tarifaire adoptée par les organisateurs fait grincer des dents.

De nombreux supporters dénoncent des tarifs jugés excessifs, les obligeant à débours des sommes importantes pour assister à certaines rencontres de ce rendez-vous planétaire. Sur le marché secondaire, notamment via la plateforme SeatPick, les prix atteignent parfois des sommets. À titre d'exemple, les billets pour la finale avoisinent les 15 000 euros.

Même certains matchs du premier tour n'échappent pas à cette inflation. La rencontre Mexique - Afrique du Sud est ainsi proposée à



partir de 1 000 euros, tandis que l'affiche Brésil - Maroc débute autour de 994 dollars.

Dans ce contexte, les supporters de l'équipe d'Algérie peuvent toutefois se montrer relativement rassu-

rés. Les rencontres des Verts semblent, pour l'instant, épargnées par cette flambée. Toujours selon la même plateforme, les billets pour Algérie - Jordanie sont accessibles à partir de 119 dollars.

Concernant le match Algérie - Autriche, les prix varient entre 120 dollars pour les places les plus abordables et plus de 1 000 dollars pour les sièges premium. En revanche, l'affiche Algérie - Argentine fait figure d'exception, avec des tarifs nettement plus élevés, oscillant entre 600 et plus de 1 200 dollars.

Par ailleurs, plusieurs médias indiquent que la FIFA aurait identifié une liste de matchs parmi les plus accessibles du tournoi. Deux rencontres impliquant les Verts y figureraient : Jordanie - Algérie (à partir de 188 dollars) et Algérie - Autriche (à partir de 218 dollars).

Une nouvelle encourageante pour les supporters algériens, qui espèrent pouvoir se mobiliser en nombre pour soutenir les coéquipiers de Riyad Mahrez et créer une ambiance digne des grandes compétitions internationales.

Rafik G.

DOUBLE FRACTURE POUR LUCA ZIDANE  
**Un Mondial fortement compromis**



À quelques semaines du coup d'envoi de la Coupe du Monde 2026, l'Algérie retient son souffle. Son gardien numéro un, Luca Zidane, est sérieusement touché après un violent choc survenu lors du match Grenade - Almería en championnat d'Espagne.

Le portier a été victime d'une commotion cérébrale, accompagnée d'une fracture de la mâchoire et du menton, selon les informations communiquées par son club. Il a dû être pris en charge médicalement en urgence.

« Les examens révèlent également une fracture de la mâchoire et du menton », a confirmé le club espagnol.

Résultat : sa participation au match d'ouverture du Mondial face à l'Argentine, le 16 juin à Kansas City, est fortement compromise.

Une intervention chirurgicale l'écarterait quasiment définitivement de la compétition, tandis qu'un traitement conservateur laisse une mince possibilité, mais avec des délais de récupération très serrés.

Un vrai coup dur pour le sélectionneur Vladimir Petković, qui comptait sur Zidane comme titulaire indiscutable dans les cages. Le gardien s'était imposé comme un élément clé lors des dernières sorties de l'Algérie, notamment en Coupe d'Afrique et en matchs amicaux.

Les Verts pourraient aborder leur choc face aux champions du monde en titre sans leur dernier rempart numéro un.

## CROATIE

## Bakrar et Bennacer champions

Le Dinamo Zagreb a officialisé son sacre en championnat de Croatie, offrant à Ismaël Bennacer et Monsef Bakrar un nouveau titre en Europe. Un couronnement qui vient récompenser une saison globalement maîtrisée, mais aussi souligner des trajectoires individuelles contrastées. Le club de la capitale a validé son titre à la faveur de sa victoire face au NK Varaždin (2-1), lors de la 32e journée. Une rencontre

marquée par la participation des deux internationaux algériens, tous deux entrés en jeu en seconde période. Bakrar a été lancé à l'heure de jeu, avant que Bennacer ne fasse son apparition dans le dernier quart d'heure, signant ainsi son retour à la compétition après plusieurs semaines d'absence dues à une blessure à la cuisse. Les deux joueurs ont contribué à la réaction de leur équipe, qui a su renverser la situa-

tion pour s'imposer.

Ce sacre, le 26e de l'histoire du Dinamo Zagreb, s'est dessiné avec autorité. Le club compte désormais une avance confortable sur son poursuivant direct, Hajduk Split, à quelques journées de la fin. Une domination qui confirme le retour du Dinamo au sommet du football croate. Sur le plan individuel, les perspectives diffèrent pour les deux Algériens. Monsef Bakrar semble

bien parti pour s'inscrire dans la durée avec le club croate, grâce à son profil offensif et efficace. En revanche, la situation d'Ismaël Bennacer apparaît bien plus incertaine. Prêté par le AC Milan, le milieu de terrain ne devrait pas poursuivre l'aventure en Croatie. Sauf retournement de situation, il fera son retour en Italie à l'issue de la saison, avant d'envisager un nouveau point de chute.

U17

## Les Cadets s'inclinent à nouveau

La sélection nationale des moins de 17 ans s'est de nouveau inclinée face à son homologue égyptienne (2-0), lundi au Centre des sélections nationales du Caire, à l'occasion du deuxième match amical entrant dans le cadre de la préparation des deux équipes à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2026.

Déjà battus lors de la première confrontation disputée vendredi dernier (1-0), les protégés du sélectionneur national, Amine Ghimouz terminent ainsi leur stage dans la capitale égyptienne sur deux revers. Les Verts entameront leur ultime stage de préparation à partir du 3 mai 2026, en vue du coup d'envoi de la compétition continentale, prévu du 13 mai au 2 juin. L'Algérie évoluera dans le groupe D, sans doute l'un des plus solides sur le papier, avec le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Ghana, trois nations dont la réputation en matière de formation n'est plus à démontrer. Sur le papier, cette poule rassemble plusieurs écoles de football différentes, entre impact athlétique, intensité, discipline collective et qualité technique.

Hasard ou coïncidence, ce groupe est une copie conforme d'une poule de la CAN seniors de 2015, de laquelle s'étaient extirpés le Ghana et l'Algérie. Pour les jeunes Fennecs, le défi sera donc immédiat. L'Algérie devra négocier un premier tour exigeant, avec peu de marge d'erreur.

Le Sénégal, régulièrement performant dans les compétitions de jeunes, fait partie des adversaires à surveiller. Le Ghana, historiquement fort dans les catégories de jeunes, représente aussi un test majeur. Cette poule pourrait être l'une des plus suivies du tournoi. Ce dernier servira également de tournoi qualificatif pour la Coupe du Monde 2026.

## GYMNASTIQUE ARTISTIQUE

## Kaylia Nemour, reine d'Afrique

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour a une nouvelle fois confirmé son statut de star montante de la discipline en étant couronnée meilleure gymnaste féminine lors de la 19e édition des Championnats d'Afrique de gymnastique artistique, clôturée dimanche dernier à Yaoundé (Cameroun).

Au terme d'une compétition largement dominée, Nemour a impressionné par sa maîtrise technique, son élégance et une constance remarquable, s'imposant comme la figure incontournable de ces joutes continentales. Performance après performance, l'Algérienne n'a laissé aucune place au doute, surclassant ses adversaires avec une aisance rare.

Âgée de 19 ans, l'athlète algérienne a raflé cinq médailles d'or (concours général par équipes, concours général individuel, barres asymétriques, poutre et sol), ce qui lui a valu d'être désignée meilleure gymnaste de cette 19e édition.

Son sacre a été rehaussé par la présence du président de la Fédération internationale de gymnastique (FIG), désormais appelée World Gymnastics, le



Japonais Morinari Watanabe, qui lui a personnellement remis le trophée.

Au-delà de cette distinction individuelle, Nemour repart de ces championnats avec une moisson impressionnante de médailles, confirmant sa domination sur le continent. Elle a notamment décroché plusieurs titres dans différentes spécialités, consolidant ainsi sa réputation de gymnaste complète et redoutable.

Plus qu'une simple victoire, ce sacre s'inscrit dans une trajectoire exceptionnelle. À seulement quelques années du sommet mondial, Nemour ne se

contente plus de briller : elle construit, compétition après compétition, un véritable héritage pour la gymnastique africaine et algérienne.

La championne olympique 2024 a survolé le concours général féminin avec un total de 56,498 points, s'adjugeant le titre continental et confirmant son statut de référence africaine de la discipline.

Elle a également brillé aux agrès, notamment aux barres asymétriques, où sa maîtrise technique et la qualité de ses exécutions ont fait la différence face à ses principales concurrentes.

## Mots Croisés

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

### Horizontalement

- 1- Tout rouge et beau. 2- Ouvertures.
- 3- Eroder - Hasards. 4- Note - Vocabulaire.
- 5- Prendre le sein - Démonstratif.
- 6- Porter avec violence. 7- Rebelle sur le front - Capitale de l'Arménie. 8- Décès - Déesse marine. 9- Au milieu de la nuit - Point de côté.
- 10- Indique la sortie - Monsieur péjoratif.

### Verticalement

- 1- Elle porte la mini-jupe. 2- Maligne - Coût.
- 3- Première femme - Enveloppe.
- 4- Disparitions - Récipient. 5- Cité antique - Petit anneau de cordage. 6- Vedette - Anneaux de cordage. 7- Atteint son point le plus élevé - Fait rêver. 8- Déchet - Echappe.
- 9- Personnage biblique - Courage.
- 10- Tentative - Sombre.

# 4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Ombassadeur  
Ambassadeur  
Ambaçadeur  
Ambassadeur

Socissons  
Saucissons  
Saucissons  
Sauscissons

Narration  
Naration  
Narrassion  
Narraçion

Conférence  
Conférence  
Conférence  
Conférence

## Les mots fléchés

CONFUSION BRÛLERA	JE TROUER	CHANSON RAI COUPE AU PLUS PRÈS	EX-MONNAIE D'UN PAYS D'EUROPE	CHANT DU COQ	ÊTRE DIGNE D'ÉLOGE BISTROT ANGLAIS	RÉCÉPISSÉ
			VIDER L'EAU D'UN BATEAU PETITE FEMME			
URBAINS APTITUDES				PRÊTRE PRÉNOM OCCIDENTAL		
			GYM TONIQUE VOISIN DE L'HUILE			
ABUSÉ EN COMPA- GNIE DE	ESQUIVER HURLEMENT				PLUS FAMI- LIER QUE VOUS SEXISTE	
		INCONS- CIENT EL-BAHIA				DANSE DES ANNÉES 60
INEXACT MATIÈRE D'ALLIAN- CE			DÉCALAGE PARENT PAR ALLIANCE			
	CONVIENDRA SUPÉRIEUR EN MÉRITE		VENUE AU MONDE	OLIVE CRUE INFLAMMA- TION NASALE		DESSUS DE PANIER
SÉLÉNIUM AU LABO IRRITATIONS		LES PLUS ÂGÉS SÉDUISANT			DÉTESTÉ SEIGNEURS	
PLAÇA HUMÉE		RASSEMBLÉ ARBRE DÉCORATIF			SAINTE CONSTRUI- TES	
			PATATE ÉCRASÉE ARTICLE			DÉTRUITE PAR LE FEU
TENDON DE VIANDE VOLCAN SICILIEN			FAIRE DU TORT VILLE DE FRANCE			PORTER AU POUVOIR
		ARBRE À CERISES IMPLORÉ				
ÎLE DE L'ATLAN- TIQUE	CARACTÉ- RISÉ ANCIENNE MONNAIE EUROPÉENNE			MOT DE LIAISON CONDIMENT	COLLE FORTE MARCHES	
		PETITES SURFACES PARESSEUX		SORTIE DU SOMMEIL À LUI		
DENTS NON CRUE					OUVRE LA FENÊTRE	
			ABANDON- NÉE			

## BIFFE-TOUT

EN 9 LETTRES :  
Île de la Méditerranée

ACROSTICHE	CORRIDA	PÉCULE
ASIA TE	CYLINDRE	PERPÉTUER
AVENUE	DÉCADE	PHILOSOPHE
BANANIER	FARINEUX	RICHISSIME
BEAUCOUP	FINAUD	SABLIÈRE
BISCORNU	FOULARD	SIRÈNE
BONITE	GÉMELLAIRE	SOUTIRÉ
BOUILLOIRE	GRÉGAIRE	SPASME
BRICOLEUR	HABITACLE	TARATATA
CAFETIER	HACHURE	TRITON
CHOLÉRA	HYGROMÈTRE	ULTRASON
CINÉMA	JOCKEY	VANCOUVER
COCCINELLE	LICITE	VENISE
COLONIALE	MALHABILE	VERSATILE
COLORADO	MILICE	VOMITIF
COMMANDO	MUSTANG	VRILLE
CONFUCIUS	NUANCE	
CONTINUITÉ	OTAGE	

G	E	M	E	L	L	A	I	R	E	E	R	T	E	M	O	R	G	Y	H
C	V	E	R	S	A	T	I	L	E	E	L	I	B	A	H	L	A	M	B
O	B	T	S	C	R	S	L	R	B	C	A	V	M	B	H	A	U	C	R
N	A	R	A	I	O	I	P	I	I	C	Y	I	E	A	O	L	D	A	I
F	N	C	T	R	C	R	S	A	R	C	L	L	C	N	T	N	V	F	C
U	A	O	H	I	A	C	R	O	S	I	H	H	I	R	I	O	I	E	O
C	N	S	T	O	O	T	S	I	C	M	U	I	A	N	M	S	N	T	L
I	I	E	I	R	L	T	A	E	D	R	E	S	S	I	D	U	E	I	E
U	E	E	N	R	I	E	D	T	E	A	O	V	T	S	A	R	E	E	U
S	R	U	L	C	E	U	R	E	A	N	I	R	N	I	H	E	R	R	R
R	P	E	H	L	A	N	R	A	O	S	F	Y	C	I	P	M	X	C	R
E	U	E	R	N	E	I	E	D	D	G	A	E	E	O	L	U	E	O	E
V	O	A	I	I	T	N	A	E	N	R	E	B	S	K	E	L	E	M	U
U	C	F	S	U	A	R	I	A	L	D	A	O	L	N	C	U	E	M	T
O	U	I	O	I	O	G	T	C	A	U	L	L	I	I	N	O	E	A	E
C	A	S	N	L	A	S	E	C	C	I	C	R	U	E	E	G	J	N	P
N	E	I	I	O	E	U	T	E	R	H	O	A	E	V	O	A	R	G	D
A	B	C	N	M	M	D	E	P	G	F	C	A	P	T	F	E	E	O	E
V	H	A	B	I	T	A	C	L	E	C	O	L	O	N	I	A	L	E	P
C	O	N	T	I	N	U	I	T	E	B	O	U	I	L	L	O	I	R	E

## SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

### MOTS FLÉCHÉS

**HORIZONTALLEMENT**  
ACCELERATIONS - CARAMEL - OPTA - GALOP - SCALPES - PINEDE - GIRLS - FAN - RODAI - REE - SAC - AMIE - JE - NB - SAFRAN - AVAL - RIANTS - TARIR - ZIG - TRI - BRAIT - AUSSI - URE - LESTEE - GI - ETA - KIR - MOUD - FUSIL - REPEREE - EIRE - REA - EAU - SONDE - NIL - INITIER - OGRE - ATELE - SUCREES.

**VERTICALEMENT**  
ACCAPARE - ABREVAIT - CALINE - ARRETS - UNE - HERON - ENVIA - AIE - IL - LAPER - BARIL - LISTE - NEM - DOS - TEK - ROI - RESEDAS - SIRENES - TALC - ACARIATRE - DRU - AGI - FIGUE - PRE - AIOLI - ARA - SEMEE - OR - OPPRIMANTS - ORANGE - UNTEL - INTRIGUE - IRE - SASSEE - SI - IDEALES.

### MOTS CROISÉS

**HORIZONTALLEMENT**  
1- RONDELETTE. 2- EPEE - OUEST. 3- VENTRIERE. 4- ORNEES - TA. 5- LAINE - MESS. 6- UT - ULTIMES. 7- TIGE - AMI. 8- IO - SIRENES. 9- ONT - LI. 10- EVENTEES.

**VERTICALEMENT**  
1- REVOLUTION. 2- OPERATION. 3- NENNI - TE. 4- DETENUES. 5- REEL - ILE. 6- LOIS - TARIN. 7- EUE - MIMÉ. 8- TER - EMINCE. 9- TSETSE. 10- ET - ASSISES.

**4x4** Pantoufle - Frissonnement  
Sismographe - Traineuse

**BIFFE-TOUT : RAUCHES**



Page réalisée  
par Souiki Sidali



10/10

## DEGENERES ACCUSÉE DE CANNIBALISME

Anne Heche, actrice américaine décédée en 2022, fait l'objet d'une rumeur virale affirmant qu'elle aurait été assassinée et «dévorerée» par Ellen DeGeneres dans le cadre de l'affaire Jeffrey Epstein. En réalité, c'est totalement faux. L'actrice est morte après un grave accident de voiture causé par la prise de stupéfiants, qui a entraîné un incendie et de lourdes blessures. Aucun document lié à Epstein ne mentionne ces deux personnalités. Cette intox fait partie d'une vague de fausses informations visant des célébrités avec des accusations extrêmes et sans preuve. Avec plus d'un million et demi vues, la plupart dénoncent une fake news absurde, même si certains y croient encore. Cette rumeur illustre la propagation rapide de théories complotistes amplifiées par les réseaux sociaux.

## 9/10 PLAGE EN SAUCE CREVETTE !



À Mirbat, dans la région de Dhofar (Oman), un spectacle étonnant a surpris les habitants : des milliers de crevettes se sont échouées sur le rivage, recouvrant les plages d'une teinte rouge éclatante. Ce phénomène impressionnant, qui donne l'impression d'une «marée rouge», s'explique par des causes naturelles, notamment les variations de température de l'eau et les courants marins, selon le ministère omanais de l'Agriculture et de la Pêche. Les autorités assurent qu'il ne s'agit pas d'une pollution, mais recommandent de ne pas consommer ces crustacés, qui seront récupérés pour être transformés en nourriture pour le bétail. Avec plus d'un million de vues, les internautes sont partagés entre émerveillement et inquiétude, beaucoup trouvent le phénomène spectaculaire mais restent prudents face à ses conséquences.

## 8/10 DEUX ADOLESCENTS SAUVÉS DES CRUES

Deux adolescents âgés de 15 et 16 ans ont été secourus in extremis par les pompiers après avoir été emportés par un oued en crue à Ouled Khaled (Saïda). Une vidéo de l'intervention, impressionnante et rapide, a largement circulé sur les réseaux sociaux et a dépassé les 60k vues, suscitant de nombreuses réactions. Beaucoup saluent le courage et la réactivité des secours, qualifiés de «véritables héros du quotidien». Cette intervention met en lumière l'efficacité et l'engagement des équipes de secours face à des situations à haut risque.



7/10

## SÉPARATION, PUIS DESCENTE AUX ENFERS

Emmanuel Eboué, ancien international ivoirien, revient sur la période très difficile qu'il traverse depuis son divorce en 2017. Il raconte avoir perdu une grande partie de sa fortune accumulée en Angleterre, y compris ses biens matériels comme ses maisons et ses voitures. Mais au-delà de l'argent, c'est surtout l'éloignement de ses enfants qui le fait souffrir. Il confie ne plus avoir de nouvelles ni de photos récentes d'eux, et regrette de ne pas avoir été présent lors des moments importants, comme la signature de son fils Mathis à Chelsea FC. Ce témoignage met en lumière les conséquences profondes des conflits familiaux, souvent bien au-delà des pertes financières. Avec plus de 29k réactions, beaucoup d'internautes expriment de la compassion face à sa situation, tout en rappelant la complexité des séparations familiales.

## 6/10 GLACE EN OR



Le rappeur canadien Drake a une nouvelle fois créé l'événement avec la promotion de son projet «ICEMAN». Pour marquer les esprits, une imposante sculpture de glace a été installée à Toronto. Rapidement, des fans ont récupéré des morceaux de cette œuvre éphémère... avant de les revendre en ligne à des prix délirants, allant jusqu'à 6 000 dollars pour un simple glaçon et près de 25 000 dollars pour des blocs plus imposants. Un phénomène qui illustre à quel point l'aura de l'artiste peut transformer un objet banal en produit de luxe convoité. Entre fascination et incompréhension, beaucoup dénoncent un marketing qualifié de «n'importe quoi» tandis que d'autres saluent un coup de génie. Cette dérive spéculative révèle surtout l'excès du culte des célébrités, où la valeur symbolique dépasse toute logique réelle. Plus de 25k internautes ont réagi à des publications sur le sujet.

## 5/10 TRÉSOR CACHÉ

Sous la place de la Grande Poste d'Alger, une galerie souterraine met en valeur l'artisanat algérien. On y trouve une variété de créations faites main : objets décoratifs, pièces uniques et savoir-faire traditionnels issus de différentes régions du pays. Ce lieu discret permet aussi un contact direct avec les artisans et leurs œuvres. Des images de cet espace ont circulé en ligne et ont dépassé les 16k vues, suscitant un fort intérêt du public. Beaucoup d'internautes découvrent avec surprise ce lieu méconnu et apprécient la richesse de l'artisanat local. Cette galerie illustre la valorisation du patrimoine artisanal à travers des espaces urbains cachés mais attractifs.

## 4/10 CORTÈGE SOLIDAIRE

Un futur marié algérien a publié sur les réseaux sociaux une demande originale en sollicitant quelques voitures pour son cortège de mariage. La réaction des internautes a été massive et touchante : des particuliers, y compris des propriétaires de voitures de luxe, ont rejoint spontanément la fête en venant de plusieurs wilayas pour l'accompagner. Le cortège final est devenu un moment mémorable, largement partagé en ligne et ayant dépassé les 4 900 réactions. Beaucoup saluent un bel élan de solidarité et de générosité qui a transformé un simple appel en fête grandiose. Cet événement montre la force des réseaux sociaux lorsqu'ils servent à créer de la cohésion et des gestes de solidarité spontanés.

## 3/10 ODEURS DE VOISINAGE

Dans de nombreux immeubles, certains habitants laissent leurs poubelles dans les parties communes, notamment près des escaliers et des halls. Cette pratique, souvent perçue comme un manque de respect, entraîne des nuisances importantes, surtout à cause des mauvaises odeurs qui se propagent rapidement dans le bâtiment. En plus de l'inconfort, cela peut attirer des insectes et dégrader l'hygiène générale des lieux, créant des tensions entre voisins et alimentant les conflits du quotidien. Avec près de 300 réactions, la majorité des internautes dénonce un manque de civisme et appellent à plus de respect des espaces communs.

2/10

## PRODUITS ALGÉRIENS PRÉSENCE LIMITÉE EN FRANCE

Les produits algériens en France, longtemps limités à quelques références comme Hamoud Boualem et les dattes Deglet Nour, se diversifient aujourd'hui avec de nouvelles gammes de cosmétiques et produits importés par des entreprises comme Madhak Zman. Cependant, malgré cet essor porté par la diaspora et la curiosité des consommateurs, leur présence reste marginale dans les grandes surfaces françaises. La distribution se fait surtout via des épiceries spécialisées, concentrées à Paris et Marseille, rendant l'accès difficile pour d'autres régions. Cette situation soulève des questions sur la visibilité et l'accessibilité de ces produits. Une distribution encore communautaire et limitée, avec un potentiel de croissance freiné par la faible intégration dans la grande distribution. Avec plus de 100 émojis, les réactions sont partagées entre enthousiasme pour la diversité des produits et frustration face à leur faible disponibilité hors Paris et Marseille.

1/10

## AHMED RACHEDI HONORÉ À ANNABA



Lors du Festival du film méditerranéen d'Annaba, le scénariste et producteur algérien Ahmed Rachedi a été mis à l'honneur pendant la cérémonie «Ezzaman El Djamil» (Le temps des belles années). Cet hommage a salué l'ensemble de sa carrière cinématographique, marquée par des œuvres ayant contribué à préserver la mémoire et l'histoire nationale. La distinction a été remise en présence des organisateurs du festival et de nombreux artistes, dans une ambiance chaleureuse symbolisant le lien entre les générations du cinéma algérien. Avec plus de 100 émojis, beaucoup saluent un hommage mérité à une figure majeure du cinéma algérien.

## SOUDAN

# DES MILLIONS D'ENFANTS EN DANGER

**L'Unicef déplore que la situation des enfants au Soudan se soit gravement détériorée, rappelant les horreurs de la première guerre du Darfour il y a vingt ans, mais avec une intensité encore plus grande et un manque d'attention internationale évident.**

L'Organisation des Nations unies pour l'enfance Unicef a lancé, hier, un appel urgent afin d'attirer l'attention sur la crise humanitaire qui touche des millions d'enfants au Soudan, en particulier dans la région du Darfour. L'organisation déplore que la situation des enfants dans le pays se soit dégradée au point de rappeler les horreurs vécues durant la première guerre du Darfour il y a deux décennies, mais cette fois avec une intensité sans précédent et un manque flagrant d'attention internationale.

### UNE CRISE HUMANITAIRE EXACÉRBERÉE PAR LA GUERRE

Alors que le conflit au Soudan entre dans sa quatrième année, les enfants restent les premières victimes d'une guerre qui n'épargne ni les vies humaines ni les infrastructures essentielles. Sheldon Yett, représentant de l'Unicef au Soudan, a souligné que la situation actuelle est bien plus grave qu'il y a vingt ans, lorsque le conflit du Darfour avait suscité une forte attention internationale.

«Les enfants souffrent de violences extrêmes, de famine et de déplacements forcés, mais l'intérêt mondial est aujourd'hui limité», a-t-il précisé.

Le rapport du 17 mai de l'Unicef met en lumière des violations massives des droits de l'enfant dans les zones touchées par la guerre. Depuis avril 2024, plus de 1 500 violations graves ont été signalées, dont plus de 1 300 cas d'enfants tués ou blessés, ainsi que des violences sexuelles, des enlè-



vements et des recrutements forcés par des groupes armés.

### VICTIMES DE DÉNUÈMENT ET DE VIOLENCES

La guerre a dévasté le Soudan, notamment au Darfour, où des maisons ont été incendiées, des écoles et des hôpitaux détruits, et des familles entières contraintes de fuir dans des conditions déplorables. La famine, les épidémies et les traumatismes psychologiques touchent durement les enfants, souvent les plus vulnérables en période de conflit.

Selon l'Unicef, environ 33 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont plus de la moitié sont des enfants. Ces derniers vivent dans des conditions qui menacent

leur avenir à long terme.

La situation au Darfour est particulièrement critique : environ 5 millions d'enfants y vivent dans une extrême pauvreté. Cette situation, qualifiée de «catastrophique» par l'Unicef, est aggravée par les combats incessants qui ont frappé des régions entières, comme la ville d'Al-Fasher, assiégée pendant plus d'un an avant d'être prise par les Forces de soutien rapide en octobre 2025.

### UN FINANCEMENT INSUFFISANT

L'Unicef a également exprimé de vives inquiétudes concernant le financement de ses opérations humanitaires au Soudan. L'agence a indiqué que son appel annuel de fonds n'a été financé qu'à hauteur de 16% des besoins nécessaires. Ce déficit menace

directement les programmes vitaux pour les enfants, notamment en matière de santé, de protection et d'accès à l'eau potable. Catherine Russell, directrice exécutive de l'Unicef, a souligné, dans un communiqué, l'importance de maintenir l'aide humanitaire au Soudan. Elle a insisté sur le fait que les enfants du Darfour ont besoin de protection, de soins médicaux et de sécurité, mais aussi d'une mobilisation internationale accrue pour mettre fin à cette guerre.

«Les enfants ne doivent pas être les premières victimes d'un conflit qui n'est pas de leur fait», a-t-elle déclaré. «Il est impératif que les parties au conflit mettent fin immédiatement aux violences et permettent un accès humanitaire sans restriction», a-t-elle ajouté. L'Unicef appelle à un financement flexible et pluriannuel afin de soutenir des programmes essentiels pour les enfants. L'organisation exhorte les donateurs à agir sans délai pour éviter une aggravation de la situation et empêcher que davantage d'enfants ne perdent la vie ou leur avenir dans ce conflit dévastateur.

L'attention internationale s'est réduite au fil du temps, mais il est crucial de replacer la situation du Soudan au centre des priorités mondiales. Les enfants peuvent encore être protégés si la communauté internationale agit rapidement et solidairement. Malgré les défis financiers, l'Unicef reste un acteur essentiel, mais son action dépend d'une réponse collective face à cette crise humanitaire sans précédent.

R. N.

## VACCINATION

# L'Unicef salue l'expérience algérienne

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït-Messoudène, a reçu une délégation du Bureau de l'Organisation des Nations unies pour l'enfance Unicef, dirigée par Mme Katarina Johansson. Ce rendez-vous a permis d'examiner les moyens et les mécanismes pour renforcer la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la santé maternelle et infantile, et de discuter des perspectives de transfert de l'expérience et des pratiques algériennes à l'échelle continentale, en vue d'améliorer la qualité des services de santé, a indiqué le ministre dans son communiqué.

Les discussions ont également porté sur le soutien à l'action humanitaire en faveur des réfugiés, avec un accent particulier sur le renforcement des interventions sanitaires sur le terrain. La représentante de l'Unicef en Algérie a rappelé le rôle historique de l'organisation, l'une des plus anciennes institutions internationales soutenant les groupes vulnérables,



notamment dans les domaines de la santé maternelle et infantile. Elle a aussi mis en avant les efforts de l'Unicef pour moderniser les systèmes de santé, notamment en matière de vaccins.

Le ministre de la Santé a ensuite exposé l'expérience algérienne dans le domaine de la vaccination, en soulignant le rôle pionnier de l'Institut Pasteur d'Algérie dans la production de vaccins. Il a insisté sur l'importance de renforcer la souveraineté sanitaire du pays, notamment dans les secteurs de la santé et des médicaments, un enjeu particulièrement crucial à la lumière des

leçons tirées de la pandémie de la Covid-19.

L'importance stratégique de la numérisation du secteur de la santé a également été évoquée. Le ministre a présenté les principales plateformes numériques qui seront bientôt opérationnelles, notamment le dossier médical électronique du patient, qui vise à améliorer la prise en charge sanitaire à toutes les étapes, de la vaccination au traitement, en intégrant l'intelligence artificielle et en développant la télémédecine.

Les deux parties ont également souligné l'importance de renforcer la santé de

proximité, essentielle pour rapprocher les services de santé des citoyens et améliorer la prévention. Elles ont abordé les perspectives de coopération Sud-Sud, permettant de partager des expériences et des pratiques réussies, notamment à l'échelle du continent africain.

Mme Katarina Johansson a salué l'expérience algérienne dans les domaines de la santé maternelle et infantile, ainsi que dans les programmes de vaccination, et a exprimé la disponibilité de l'Unicef à soutenir le système de santé algérien pour transférer son expertise à l'échelle du continent africain.

## COOPÉRATION CLIMATIQUE

### Une mission du Fonds vert pour le climat à Alger

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de l'Air organise, du 27 avril au 1er mai 2026, une visite officielle d'une délégation de haut niveau du Fonds vert pour le climat (FVC). Il s'agit de la première visite de cette institution en Algérie, dans un contexte de renforcement de la coopération internationale face aux enjeux climatiques et aux objectifs de développement durable.

Durant cette mission, la délégation examinera les politiques environnementales algériennes, ainsi que les principaux projets liés au changement climatique et à la biodiversité. Les échanges porteront aussi sur les possibilités de coopération future pour renforcer les capacités de l'Algérie dans la mise en œuvre de projets écologiques durables et à fort impact.

Un volet important du programme sera la visite de terrain du projet de réhabilitation du Mur vert, une initiative stratégique destinée à lutter contre la désertification et à améliorer la résilience face au changement climatique.

Le ministère a souligné, enfin, son rôle central en tant que point focal national du FVC, chargé de faciliter l'accès aux financements climatiques internationaux et de soutenir des projets de développement durable avec l'appui de partenaires internationaux.

ANP

### Saisie de 1,5 million de comprimés psychotropes

Les unités de l'Armée nationale populaire (Algérie), en coordination avec les douanes, ont démantelé un réseau de trafic de psychotropes dans la 5<sup>e</sup> Région militaire. Une personne a été arrêtée et environ 1,5 million de comprimés de prégabaline 300 mg ont été saisis, dissimulés dans une citerne de carburant.

L'opération s'inscrit dans la lutte contre le crime organisé menée par le ministère de la Défense nationale (Algérie).